

25/11/2021

DEMANDE DE PROPOSITIONS DDP – MLI – 2021 – 9168716

LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF) AU MALI

Lance une Demande de Propositions (DDP) pour le compte du Système des Nations Unies (SNU) au Mali en vue d'établir : des Accords à Long Terme (LTAs) de deux (2) ans renouvelables une (1) année avec des agences de voyages pour les services de réservation et d'achats de billets

Préparée par :

Djeinaba Kane
Contracts Specialist

Djeinaba Kane

Vérifié par :

Tom ZIRAGUMA
Supply & Logistics Manager



TABLE DES MATIERES

SECTION 1 – AVIS DE DEMANDE DE PROPOSITIONS ET AVERTISSEMENT.....	3
1. AVERTISSEMENT.....	4
SECTION 2 – INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES	5
1.1 Formalités à respecter.....	5
1.2 Evaluation des propositions.....	8
1.3 Attribution du marché.....	11
1.4 Liquidation des dommages.....	11
1.5 Calendrier des paiements.....	11
1.6 Corruption ou manœuvres frauduleuses	12
SECTION 3 – TERMES DE REFERENCES	13
Standards de performance et niveau de service.....	14
Annexe 1 – Formulaire de Proposition	19
Annexe 2 – Provisions contractuelles UN	20
Annexe 3 – Profil du Fournisseur	36
Annexe 4: Clauses et conditions générales des contrats institutionnels des Nations Unies	40
THE UN SYSTEM GENERAL CONDITIONS OF CONTRACT OF SERVICES	40
Annexe 5 A : FICHE DE DECLARATION DE CHIFFRE D’AFFAIRE MOYEN	55
Chiffre d’affaires annuel moyen	55
ANNEXE 5 B : FICHE DE DECLARATION DE LA CAPACITE DE FINANCEMENT ..	55
Situation de Trésorerie.....	55

SECTION 1 – AVIS DE DEMANDE DE PROPOSITIONS ET AVERTISSEMENT

Objet : DDP-MLI-2021-9168716

Date : 23.11.2021

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) au Mali, lance pour le compte des agences du Système des Nations Unies, la présente demande de propositions en vue de l'établissement des LTAs avec des agences de voyages capable de fournir les différentes prestations de services de voyage tel que décrits dans les termes de référence à la Section 3 de ce document.

Le (s) agences de voyages (s) adjudicataire (s) seront à cet effet mises sous Accords à Long Terme (LTAs) pour une durée de deux ans, renouvelable un an après une évaluation satisfaisante de leur performance

Cette Demande de Propositions est ouverte et s'adresse à aux structures locales ou internationales ayant une représentation au Mali, disposant des qualifications requises dans le domaine des voyages, et ne faisant pas l'objet d'une mesure d'exclusion de la part des Nations Unies.

L'UNICEF fait partie du marché mondial des Nations Unies. En conséquence, tous les soumissionnaires doivent présenter une demande pour devenir un fournisseur de l'UNICEF, sur le site Web de l'UNGM : <https://www.ungm.org/> . A la suite de cette demande, l'UNGM informera automatiquement l'Unité d'évaluation des fournisseurs de l'assurance qualité de l'UNICEF qui déterminera si la demande sera acceptée. La détermination est basée sur la pertinence pour l'UNICEF des produits et services offerts, ainsi qu'une évaluation financière.

En même temps que l'application à l'UNGM, et à moins que cette information n'ait été fournie à l'UNICEF au cours des 12 derniers mois, les soumissionnaires doivent soumettre leur plus récent état financier : des 3 dernières années. Cette information sera utilisée par l'UNICEF à des fins d'évaluation et d'approbation avant d'attribuer un marché. Il est dans l'intérêt des soumissionnaires de fournir des informations aussi complètes que possible, car les adjudications ne seront attribuées qu'aux fournisseurs qui répondent aux critères de sélection des fournisseurs de l'UNICEF.

Le Bureau de l'UNICEF au Mali remercie tous les soumissionnaires potentiels de l'intérêt qu'ils portent à notre Organisation et de leur contribution à l'accomplissement de nos fonctions de défendre les droits des enfants, d'aider à répondre à leurs besoins essentiels et de favoriser leur plein épanouissement, et attend avec intérêt leurs propositions.

IMPORTANT – INFORMATION ESSENTIELLE

Il est important de prendre connaissance du dossier de demande de propositions et de lire toutes les dispositions de la DDP, pour assurer la meilleure compréhension des conditions requises par l'UNICEF afin de pouvoir présenter une proposition complète et en conformité avec **TOUTES LES PIÈCES DEMANDÉES**. Notez qu'à défaut d'être en conformité, toute proposition pourra être invalidée.

Les conditions générales et spéciales de la sollicitation feront partie intégrale du/des Bon(s) de Commande / LTA (s) / Contrat(s) Institutionnels établis comme résultat de cette sollicitation. Un / des contrat(s) sous la forme de Bon(s) de Commande / LTA (s) / Contrat(s) Institutionnel(s) pourra être attribué au(x)

fournisseur(s) ayant soumis des propositions valides représentant le meilleur rapport qualité / prix compte tenu des éléments et critères d'évaluation inclus dans ce document de sollicitation.

Les propositions doivent être envoyées uniquement par email à l'adresse : supplymali@unicef.org au plus tard à **11h00 (Heure du Mali) le lundi 03 Janvier 2022**, la date et l'heure de réception faisant foi.

L'UNICEF se réserve le droit de retirer de la consultation toute entreprise dont l'une des prestations a été estimée problématique quant à la qualité des réalisations ou quant à d'autres manquements professionnels importants dans le passé.

1. AVERTISSEMENT

La présente consultation requiert des soumissionnaires et de toute autre personne intervenant dans le processus de passation du marché y afférant, l'observation scrupuleuse des normes d'éthique quant à la « corruption » et aux « manœuvres frauduleuses » lors de la passation et de l'exécution dudit marché. A cet effet, les définitions suivantes conviennent d'être précisées :

- « **Corruption** » signifie le fait d'offrir, de donner, d'agréer ou de solliciter toute chose ayant une valeur dans le but d'influencer l'action d'un responsable dans le processus de passation et d'exécution du marché ;
- « **Manœuvres frauduleuses** » signifient une présentation inexacte des faits dans le but d'influencer le processus de passation ou d'exécution du marché au détriment du maître de l'ouvrage et incluent la collusion entre soumissionnaires en vue de fausser le principe de la libre concurrence.

La Commission d'ouverture et d'évaluation des Propositions rejettera toute proposition contenant des informations inexactes ou fallacieuses fournies par les soumissionnaires et éliminera sans recours tout candidat usant de pratiques irrégulières dans le processus de passation du présent marché.

SECTION 2 – INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

1.1 Formalités à respecter

Instructions aux Soumissionnaires	Exigences Particulières
Lieu et Adresse exacte où les propositions doivent être envoyées.	Les propositions doivent être envoyées uniquement par mail à l'adresse : supplymali@unicef.org
Date et heure limite de soumission des propositions	Au plus tard à 11h00 le Lundi 03 Janvier 2022
Ouverture publique des plis et procès-verbal	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui L'UNICEF établira le procès-verbal sur le déroulement de l'ouverture des propositions en présence d'un témoin non impliqué dans le processus d'achat.
Demande d'information complémentaire	Toute demande de clarification ou d'information complémentaire concernant cette DDP devra être adressée par écrit au plus tard le 17 Décembre 2021 à 11 :00 heures (heure du Mali) à l'adresse email : supplymali@unicef.org
Conformité des propositions	Toute proposition qui ne répondrait pas explicitement aux exigences de la présente Demande de Propositions sera rejetée pour non-conformité, sans préjudice pour l'UNICEF.
Soumission électronique des propositions.	<p>L'objet du mail de soumission doit indiquer la référence de la demande de propositions : DDP – MLI – 2021– 9168716</p> <p>Veuillez noter que les offres peuvent être envoyées par lots ne dépassant pas le quota de 5 mégaoctets de l'UNICEF pour la taille des e-mails.</p> <p>La proposition technique doit être séparée de la proposition financière et doit être envoyée dans des fichiers différents.</p> <p>Une proposition technique complète doit être reçue au plus tard le Lundi 03 Janvier 2022 à 11h00, heure du Mali. Les prix ou tarifs ne doivent apparaître dans aucune partie de la proposition technique.</p> <p>Il est recommandé aux soumissionnaires d'envoyer une proposition électronique protégée par mot de passe au format PDF uniquement, avec des mots de passe distincts pour les propositions techniques et financières et sans virus. Le mot de passe de la proposition technique ne doit pas être fourni à l'UNICEF avant la date d'ouverture des offres.</p> <p>La proposition financière en format PDF doivent être soumise dans un fichier séparé et doit être reçue au plus tard le Lundi 03 Janvier 2022 à 11h00, heure du Mali. Le mot de passe de la proposition financière sera demandé si et quand nécessaire.</p> <p>En cas de non-respect de ces instructions, Le Bureau de l'UNICEF au Mali ne pourra en aucun cas être tenu responsable de l'élimination de la soumission.</p>
Contenu de l'offre Technique	L'offre technique doit comporter :

	<p><input checked="" type="checkbox"/> Les Clauses et conditions générales des contrats institutionnels des Nations Unies en Annexe 4, parafés en chaque page, signés et cachetés avec la mention "lu et approuvé" ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Obligatoirement pour cette DDP le formulaire PROFIL DU FOURNISSEUR en Annexe 3, dûment complété et signé ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Numéro UNGM obtenu après inscription sur le site Web de l'UNGM : https://www.ungm.org/;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Une copie du Relevé d'Identité Bancaire (RIB) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> L'agrément du Registre du Commerce en rapport avec l'activité dont il est question dans cette demande de propositions</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> L'attestation délivrée par l' INPS (Institut National de Prévoyance Sociale) datant de moins de 6 mois.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> L'attestation de régularité fiscale datant de moins de 6 mois</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> L'attestation de non-faillite datant de moins de 6 mois</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Preuve d'une accréditation IATA pour l'exercice en cours et dûment autorisé à opérer au Mali au moment de la demande de propositions</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Fournir les états financiers des trois(3) dernières années 2018,2019,2020 dûment certifiés par un commissaire aux comptes. Remplir également les tableaux en Annexe 5</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Fournir une description détaillée de la méthodologie ou de l'organisation selon laquelle le prestataire se conformera aux TOR (Termes de Reference).</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Fournir l'organigramme de la structure et les CV des membres du personnel clé y compris le personnel de direction et d'encadrement qui participeront à la réalisation de la présente prestation. Les CV doivent démontrer les qualifications et expériences des intéressés dans des domaines utiles au contenu des services.</p> <p><input type="checkbox"/> Fournir la description d'une expérience pertinente par la présentation de documents de prestations similaires réalisées ou en cours de réalisation sur les trois dernières années en indiquant le montant des contrats. Pour chaque contrat cité, fournir des références : nom d'une personne auprès de l'entreprise contractante, avec numéro de téléphone et adresse email, qui pourra certifier les informations. Fournir si possible les attestations de bonne exécution correspondantes qui leur auront été délivrées.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir assez d'informations en réponse à chaque section de cette DDP afin que les équipes d'évaluation de l'UNICEF puissent faire une évaluation correcte et juste de la structure et de sa capacité.</p> <p>Il est possible d'inclure séparément tout détail complémentaire si jugé nécessaire par le soumissionnaire.</p> <p>Aucune information financière liée aux coûts des prestations ne devra apparaître dans cette proposition technique sous peine d'élimination.</p>
<p>Contenu de l'offre financière</p>	<p>Le soumissionnaire doit fournir la soumission financière dans une enveloppe séparée, de la manière indiquée dans les instructions destinées aux soumissionnaires. Ladite proposition devra comporter :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> FORMULAIRE DE PROPOSITION en Annexe 1 dûment complété et signé.</p>

	<input checked="" type="checkbox"/> La commission d'agence appliquée au Agences du SNU (Bien entendu que les factures devront faire apparaître le coût du billet, et la commission d'agence appliqué.) Prière préciser les frais d'agences quand la compagnie aérienne octroie une commission à l'agence de voyage , ainsi que dans le cas contraire ou la compagnie n'octroie pas de commission a l'agence de voyages. <input checked="" type="checkbox"/> Le taux de ristourne accordé aux Agences du Système des Nations Unies sur les transactions effectuées.
Nombre de copies de la soumission	<input checked="" type="checkbox"/> Original : 1
Modifications des propositions	1. Aucune proposition ne peut être modifiée après la date et l'heure fixées pour la remise des propositions. 2. Avant l'ouverture des propositions, les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur proposition après notification écrite reçue par l'UNICEF. Le mail de retrait/modification devra indiquer UNICEF - « DDP-MLI-2021-9168716 ». Le mail devra aussi indiquer la mention « MODIFICATION » ou « RETRAIT » 3. Une négligence de la part du soumissionnaire ne lui confère aucun droit pour le retrait de la proposition après l'ouverture. 4. L'UNICEF se réserve le droit d'écarter toute proposition présentant des effacements, ratures, surcharges, mentions complémentaires ou modifications portées principalement sur les textes originaux de l'ensemble des documents de la DDP.
Erreur dans la proposition et correction	Il est attendu que les soumissionnaires examinent soigneusement leurs propositions et toutes les instructions concernant la prestation ou la proposition et de s'assurer que les montants sont corrects.
Eclaircissements à apporter aux propositions	La demande d'éclaircissements sur une proposition et la réponse qui lui est apportée seront formulées par email et aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, sauf si cela est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par l'UNICEF lors de l'évaluation des soumissions.
Droits de l'UNICEF	L'UNICEF se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute proposition, quelle qu'elle soit. L'UNICEF se réserve le droit d'annuler la procédure de DDP et d'écarter toutes les propositions, à un moment quelconque avant l'attribution des marchés, sans recours de responsabilité quelconque vis-à-vis du ou des soumissionnaires concernés et sans être tenu d'informer le ou les soumissionnaires affectés des raisons de sa décision. L'UNICEF ne pourra pas être tenu responsable des dépenses que les soumissionnaires auront engagées pour préparer leurs réponses à la DDP.
Propriété de l'UNICEF	Pour cette DDP, les demandes d'informations supplémentaires ainsi que les réponses et les propositions envoyées sont considérées la propriété d'UNICEF. Tout le matériel soumis en réponse à cette DDP restera à l'UNICEF.
Langue de la proposition	<input checked="" type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Autre : N/A Soumissionner dans toute autre langue que celle indiquée dans la DDP annulera la proposition soumise.
	<input checked="" type="checkbox"/> Francs CFA

Devise de la proposition	<input type="checkbox"/> Autre : N/A Soumissionner dans toute autre devise que celle indiquée dans la DDP annulera la proposition soumise.
Durée de la validité des propositions de prix à compter de la date de soumission	<input checked="" type="checkbox"/> 120 jours Dans des circonstances exceptionnelles, l'UNICEF pourra demander au soumissionnaire de proroger la durée de validité de la proposition de prix au-delà de ce qui est indiqué dans ce document (DDP). Le soumissionnaire devra alors confirmer par écrit la prorogation sans pour autant apporter des modifications sur la proposition des prix.

1.2 Evaluation des propositions

Les propositions seront évaluées par une commission composée de membres de l'UNICEF et d'autres agences des Nations Unies. Cette évaluation sera limitée au contenu des propositions et des pièces jointes. Les décisions de la commission seront prises sur la base des critères édictés dans cette DDP et ne souffriront d'aucune ingérence extérieure.

L'évaluation des propositions par la commission est effectuée au moyen d'un processus en trois étapes telles que décrit ci-dessous :

a. Contrôle préliminaire

Cette étape portera sur les critères suivants qui permettront à UNICEF de déterminer la conformité de la proposition par rapport aux termes et conditions de forme de la DDP.

- La proposition soumise a été envoyée à l'UNICEF avant la date et l'heure limite, la date et l'heure de réception faisant foi.
- Les propositions sont faites suivant les instructions aux soumissionnaires.

Une proposition jugée non conforme à l'un des critères ci-dessus sera rejetée et ne sera pas considérée pour une évaluation technique.

b. Evaluation technique

Cette étape examinera la compétence technique du soumissionnaire selon les critères ci-dessous :

N°	Critères d'évaluation	Points
	<i>Capacité juridique : Pièces administratives obligatoires</i>	
	L'agrément du Registre du Commerce en rapport avec l'activité dont il est question dans cette demande de propositions	Obligatoire
	L'attestation délivrée par l' INPS (Institut National de Prévoyance Sociale) datant de moins de 6 mois.	Obligatoire
	L'attestation de régularité fiscale datant de moins de 6 mois	Obligatoire

	L'attestation de non-faillite datant de moins de 6 mois	Obligatoire
	Preuve d'une accréditation IATA pour l'exercice en cours et dûment autorisé à opérer au Mali au moment de la demande de propositions	Éliminatoire
1	Capacité et Stabilité financière du soumissionnaire	30
1.1	Chiffre d'affaires moyen annuel au cours des trois derniers années (2018,2019,2020)	15
	Chiffre d'affaires compris entre 50 et 100 Millions FCFA	5
	Chiffres d'affaires compris entre 100 et 200 Millions FCFA	10
	Chiffre d'affaires supérieur de 200 Millions	15
1.2	Situation de la Trésorerie Moyenne	15
	Trésorerie compris entre 10 000 000 et 25 000 000 FCFA	5
	Trésorerie compris entre 25 000 000 et 50 000 000 FCFA	10
	Trésorerie supérieure à 50 000 000 FCFA	15
2	Expérience professionnelle du soumissionnaire	30
2.1	Expérience professionnelle Générale du soumissionnaire	10
	moins de 3 ans d'expérience en tant qu'agence de voyage	0
	3 à 5 ans d'expérience en tant qu'agence de voyage	5
	plus de 5 ans d'expérience en tant qu'agence de voyage	10
2.2	Expérience Spécifique :Pertinence des prestations	20
	Expérience justifiée pour des Marchés similaires exécutées au cours des trois dernières années : 5 points par expérience justifiée	15
	Expérience justifiée avec le Système des Nations Unies, organisations internationales, Projets,	5
3	Méthodologie, approche et plan d'exécution proposée	20
	Dans quelle mesure le soumissionnaire se propose-t-il de sécuriser les réservations effectuées et d'alerter le Système des Nations Unis(SNU) en cas d'annulation de la réservation.	5
	Dans quelle mesure le soumissionnaire se propose-t-il de mettre à disposition des points focaux chargés de traiter en priorité les requêtes du SNU	3

	Le soumissionnaire propose-t-il un rapport mensuel à incluant le volume d'affaires et le nombre de billet émis	2
	Le soumissionnaire propose-t-il des solutions adéquates pour la gestion des annulations et remboursements billets	5
	Le soumissionnaire propose-t-il autres innovations pertinentes dans le but d'offrir des services de qualité à SNU	5
4	Moyens Humains	20
4.1	Organigramme	5
	Organigramme de l'équipe affecté à l'exécution de cette prestation	2
	Nombre de staffs dédiés à la gestion des demandes du SNU. Note totale accordée pour un nombre supérieur à 2 staffs	3
4.2	Qualifications des membres de l'équipe spécialement	6
	Justifier une formation de Base en tourisme/voyage ou équivalent (2 points par staff dédié au SNU)	6
4.3	Expériences des membres de l'équipe	9
	Justifier une expérience professionnelle d'au moins: • Sept (7) ans dans le domaine du tourisme/ voyage pour le chef d'équipe • Et cinq (5) ans d'expérience pour le reste de l'équipe dans le domaine du tourisme/ voyages (3 points par staff dédié à SNU)	9
	NOTE TECHNIQUE	100
	Note minimale requise	70

Les propositions techniques obtenant le score technique (St) de 70 points ou plus seront considérées techniquement acceptables et leurs propositions financières seront ouvertes. Les propositions techniques en-dessous de 70 points seront écartées du processus de sélection.

c. Evaluation financière

Les Propositions Financières seront ensuite évaluées. Le total de points possible est de 100 points.

La note Financière sera calculée comme suit :

a- taux de commission d'agence le moins élevé -----50 points

L'offre fournissant le taux de commission d'agence le moins élevé obtiendra les 50 points. Le point des autres offres sera calculé comme suit : $50 \times \text{taux le moins disant} / \text{taux évalué}$

b- taux de ristourne le plus élevé ----- 50 points

L'offre fournissant le taux de ristourne le plus élevé aura les 50 points. Le point des autres offres sera

calculé comme suit : $500 \times \text{taux évalué} / \text{taux le moins disant}$.

Le total des points financiers (**Sf**) sera calculé en faisant les deux notes obtenues ci-dessus a+b

En règle générale, les marchés de l'UNICEF comme ceux du système commun des Nations Unies sont exonérés de taxe.

d. Evaluation combinée

Les propositions sont classées en fonction de leurs scores technique (St) et financier (Sf) combinés après introduction de pondérations (T étant le poids attribué à la Proposition technique et P le poids accordé à la Proposition financière ; T + P étant égal à 1 :

$$S = (St \times T\%) + (Sf \times P\%)$$

L'attribution se fera sur la base 60/40. Ainsi, les poids respectifs attribués aux Propositions technique et financière sont :

Proposition technique = 60%

Proposition financière = 40%

1.3 Attribution du marché

Les propositions sont ensuite évaluées et comparées par le Comité de Révision des Contrats d'UNICEF Mali (CRC).

Les soumissionnaires ayant obtenu les scores techniques et financiers combiné le plus élevé se verront proposer une LTA qui correspond à leurs propositions.

UNICEF se réserve le droit de signer un LTA avec un ou plusieurs soumissionnaires.

Les LTAs mis en place seront utilisés par les autres Agences des Nations Unies au Mali sous les mêmes conditions mais les contrats seront émis et gérés indépendamment par chaque agence.

1.4 Liquidation des dommages

Pour des retards de livraison non préalablement négociés et expressément acceptés, l'UNICEF sera habilitée à réclamer une liquidation de dommages et à déduire par jour de retard 0.5% de la valeur des articles/services conformément au Bon de Commande/Contrat, jusqu'à un maximum de 10% de la valeur de l'achat. Tout problème émanant d'une qualité inférieure ou de non-conformité aux spécifications sera évalué et résolu indépendamment. Le paiement ou la déduction de la liquidation de dommages ne libère pas le fournisseur de ses autres obligations ou engagements conformément au Bon de Commande/Contrat.

1.5 Calendrier des paiements

Les paiements seront effectués 30 jours après réception des factures et du rapport final accepté par les agences du SNU.

Les prestations seront payées conformément aux clauses des contrats

1.6 Corruption ou manœuvres frauduleuses

S'il existe des raisons irréfutables portant à croire que l'Entreprise s'est livrée à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses au cours de l'attribution ou de l'exécution du Marché, UNICEF Mali peut, quinze (15) jours après le lui avoir notifié, résilier le Contrat et les dispositions des paragraphes ci-après sont applicables de plein droit.

Aux fins de ce paragraphe, les termes ci-après sont définis comme suit :

- (i) est coupable de **“corruption”** quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un staff de UNICEF Mali au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un Marché, et
- (ii) se livre à des **“manœuvres frauduleuses”** quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un Marché de manière préjudiciable à UNICEF Mali. “Manœuvres frauduleuses” comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des Soumissionnaires (avant ou après la remise de la proposition) visant à maintenir artificiellement les prix des propositions à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver UNICEF Mali des avantages de cette dernière.

UNICEF Mali rejettera une proposition d'attribution s'il est avéré que l'Attributaire proposé est coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses pour l'attribution de ce Marché.

UNICEF Mali exclura une entreprise indéfiniment ou pour une période déterminée de toute attribution de Marchés sous sa responsabilité, s'il est établi à un moment quelconque, que cette Entreprise s'est livrée à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses en vue de l'obtention ou au cours de l'exécution d'un Marché sous sa responsabilité.

SECTION 3 – TERMES DE REFERENCES

Section	Information
1 Contexte	<p>Le SNU à travers le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance UNICEF, souhaite conclure pour son bénéfice un accord à Long terme (LTA) avec plusieurs agences de voyage pour des activités y afférentes afin d'atteindre une meilleure efficience et d'assurer une qualité supérieure des services de voyage.</p> <p>Le terme Voyage tel qu'utilisé dans ces Termes de Référence (TDR), désigne tout déplacement ou séjour d'un membre du personnel SNU ou mandaté par ce dernier, dans le cadre de ses fonctions professionnelles ou privées, d'un point à un autre et ce tant au niveau régional qu'international.</p>
2 Objectifs	<p>Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance se propose de lancer une consultation pour recourir aux services d'Agences de Voyages intéressées et en mesure d'offrir les différents services de voyage tel que décrits dans ces termes de référence. Les prestations se feront au bénéfice des agences SNU. Le (s) agences de voyages (s) adjudicataire (s) seront à cet effet mises sous contrat pour une durée de deux ans, renouvelable un an après une évaluation de performance satisfaisante.</p> <p>Cependant, le contrat n'impose aucune garantie concernant l'exclusivité des transactions des Agences des Nations Unies engagées dans ledit processus en matière de voyage avec une seule agence, ni un volume minimum.</p> <p>Le (s) prestataire(s) de services ne devront pas imposer au SNU un minimum de volume de vente.</p> <p>L'Accord à Long Terme spécifiera les responsabilités des deux parties.</p>
3 Activités et taches	<p>Les activités se résument en trois (3) taches essentielles à savoir -Les Réservations ; - l'Emission de billets ainsi que La Tarification.</p> <p>Détails :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les prestataires devront faire parvenir au demandeur dans un délai de deux heures maximums par courrier électronique des réservations et cotations appropriés conformément aux règles et procédures du SNU pour tous les voyages autorisés. 2. Les prestataires devront aviser SNU de l'état de réservation requise et le délai approprié pour l'émission du billet. 3. Dans l'éventualité où il ne serait pas possible de confirmer les dispositions de voyage, en informer le commanditaire et présenter trois (3) itinéraires/propositions alternatives pour le voyageur. 4. Pour les réservations en liste d'attente, régulièrement informer l'entité sur le statut du vol et travailler à obtenir une confirmation ; 5. Les prestataires devront sécuriser le meilleur tarif publié et négocié une fois le bon de commande établi et transmis ;

	<p>6. Les tarifs négociés devront être maintenus pour une période déterminée dont le prestataire est tenu d'informer le commanditaire;</p> <p>7. Les prestataires devront assister, informer et conseiller les agences SNU pour tous les documents de voyage exigés avant le départ ;</p> <p>8. Les prestataires devront aviser les agences SNU de l'état des réservations requises et des délais appropriés requis pour l'émission des billets ;</p> <p>9. Les prestataires devront s'assurer que les billets émis sont conformes à la réquisition et à l'autorisation de voyage des agences SNU ;</p> <p>10. Les prestataires devront livrer les documents et titres de voyage dans les meilleurs délais conformément à l'accord signé avec l'Unicef une fois le bon de commande remis ;</p> <p>11. Les prestataires devront traiter le remboursement des billets inutilisés/annulés conformément aux restrictions de la base tarifaire, dans les meilleurs délais, et sans pénaliser l'agence SNU ;</p> <p>12. Les prestataires devront assister les agences SNU dans les négociations des tarifs préférentiels ainsi que dans la qualité de service auprès des Compagnies Aériennes ;</p> <p>13. Les prestataires devront faire la proposition d'accorder une ristourne annuelle sur le chiffre d'affaires annuel pour le SNU. Le pourcentage de la ristourne fera partie du contrat à signer ;</p> <p>14. Négocier des tarifs forfaitaires avec des compagnies aériennes pour les réservations collectives ;</p> <p>15. Les prestataires doivent pouvoir obtenir pour le SNU, un quota de sièges durant les hautes saisons ;</p> <p>16. Les prestataires doivent pouvoir obtenir des possibilités de sur classement et de choix/sélection de sièges ;</p> <p>17. Tenir le SNU au courant de toutes les informations relatives aux voyages tels que les programmes de vols d'avion, les offres spéciales par les sociétés d'aviation, les conditions d'obtention des visas pour les diverses destinations, les passeports ainsi que des conditions sanitaires, etc. en cas de sollicitation.</p>		
4 Résultats attendus	<u>Standards de performance et niveau de service</u>		
	Produit/Service	Performance	Niveau de Service
	1. Réservations	Précision / délai	<u>AUCUNE ERREUR</u> : calcul du tarif, itinéraire et détails escale
		Rapidité d'exécution	a) Réservation confirmée: dans les 2 Heures suivant la demande b) Réservation liste d'attente: mise à jour
	2. Billets	Précision	<u>AUCUNE ERREUR</u> : aucune faute sur les inscriptions reportées sur le billet, pas de refus d'embarquement du fait d'anomalies au niveau du billet
		Rapidité	Mise à disposition dans les 2 Heures suivant la demande

	3. Documents de voyage (Passeports, Ordre de mission /autorisation de voyages...)	Précision	<u>AUCUNE PLAINTÉ</u> : vérification de l'existence, de la validité et de la conformité de l'ensemble des documents nécessaires afin d'éviter l'annulation du voyage
	4.Facturation	Précision	<u>AUCUNE ERREUR</u> dans la facturation et les pièces justificatives
		Clarté	<u>AUCUN RETOUR</u> –Pour clarification
	5.Tarifs, Prix	Rigueur	Garantir un tarif Toujours MOINDRE OU EGAL aux standards du marché
		Compétitivité	Garantir un tarif TOUJOURS MOINDRE OU EGAL à celui offert par la compagnie aérienne utilisée
		Meilleur rapport Qualité / Prix	Garantir un niveau de restriction pour le tarif TOUJOURS MOINDRE OU EGAL à celui offert par la compagnie aérienne
		Assistance	Disponibilité 7j/7 des ressources humaines et des informations nécessaires pour les négociations avec les compagnies aériennes
	6.Qualité du Service	Disponibilité	Téléphone: un contact téléphonique et email devra être communiqué au SNU pour les requêtes, tant les jours et heures ouvrables que pour les urgences. <u>E-mail</u> : Réponse en moins d' 1 HEURE L'existence d'un SITE WEB mis à jour régulièrement serait un atout
		Partenariat actif	REUNIONS de travail trimestriel avec les responsables des voyages du SNU
	7.Résolution de problème	Remboursements	1 MOIS maximum après la date de la demande
		Plaintes	Résolution du problème au maximum 1 SEMAINE après accusé réception par l'agence de voyages de la plainte écrite
	8.Conseillers en Voyage	Compétence	AGIR EN CONNAISSANCE des politiques du Système des Nations Unies, des pratiques des compagnies aériennes, des meilleurs tarifs et itinéraires
	9. Communication	Vigilance et expertise	Maintenir une communication permanente avec le bureau. Toute information pertinente susceptible d'influer sur la qualité des prestations ou sur les

			obligations liant les deux parties sera immédiatement portée à la connaissance du SNU PAR notification écrite (les fax et Emails sont acceptés)
	10. Respect des engagement	Professionnalisme	Qualité parfaite de l'ensemble des prestations Respect des Horaires d'ouverture de l'agence de voyages et adéquation des installations et de la qualité des prestations aux standards requis
5 Autres Produits et Services attendus	<p>-Les prestataires retenus auront à mettre à la disposition du SNU le cas échéant un service de protocole qui assistera le voyageur conformément à la grille tarifaire préalablement approuvée par le SNU. Les s soumissionnaires sont tenus de décrire les moyens logistiques à leur disposition pour cette prestation ;</p> <p>-Si nécessaire, le (s) prestataire retenu devra être en mesure d'aider à obtenir pour le(s) voyageur(s) les visas d'entrée et/ou de séjour nécessaires;</p> <p>-Les prestataires retenus devront avoir des ententes privilégiées avec les autorités compétentes pour l'accès du personnel de l'SNU aux salons d'honneur, aux salles d'attentes dans les aéroports ;</p> <p>-Les prestataires retenus devront être en mesure de négocier des tarifs exceptionnels pour les excédents de bagages et gèrera tous les cas de perte de bagages avec les compagnies aériennes concernées jusqu'au dénouement satisfaisant et/ou indemnisation finale ;</p> <p>-Les prestataires retenus devront accorder la plus grande diligence aux plaintes déposées et ceci dans l'intérêt du SNU.</p>		
6 Durée du contrat	Ce contrat à Long terme sera d'une durée de deux (2)ans renouvelables 1 année sur base d'une évaluation satisfaisante des performances.		
7 Qualifications requises	<p>1.Accréditation et Affiliation</p> <p>-Les prestataires doivent être accrédités auprès de l'IATA (International Air Transport Association) depuis 5 ans au moins. Cette accréditation devra demeurer en vigueur pendant la durée de validité du contrat.</p> <p>-Les prestataires s doivent être enregistrés auprès des autorités compétentes du MALI et être autorisé à exercer ses activités sur le territoire national.</p> <p>-Les prestataires doivent avoir et jouir d'ententes privilégiées avec les principales compagnies aériennes nationales et internationales opérant sur le territoire du MALI.</p> <p>2.Sur le plan Structurel et Fonctionnement</p> <p>-Les prestataires doivent avoir au moins 3 années d'existence au MALI;</p> <p>-Les prestataires doivent disposer d'un personnel qualifié pour les services de voyages, professionnel et de 5 ans d'expérience au moins pour être capable de répondre aux besoins du SNU;</p> <p>-Les prestataires) retenus devront être prêts à dédier un agent responsable du contrôle des billets émis chaque agence du SNU;</p> <p>-Si le besoin se précise et si la demande est faite, les prestataires retenus doivent être prêts à mettre en place un bureau (antenne) au sein du SNU;</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> -Les prestataires retenus auront à mettre à la disposition du SNU un terminal spécialisé pour faire les réservations de voyage et d'hôtel si nécessaire ; -Les prestataires doivent avoir un système de gestion de données pouvant maintenir une documentation complète pour chaque voyage et passager, comprenant le bon de commande, des cotations, la photocopie du billet et la facture. Les soumissionnaires doivent décrire de façon succincte et claire le fonctionnement de ce système et la manière suivant laquelle ce système pourra répondre aux besoins en information de l'Agence commanditaire SNU. Le système proposé devra générer périodiquement des rapports à la demande du SNU ; -Les prestataires doivent être équipés d'un système électronique de réservation et d'émission de billets. -Les prestataires auront à désigner un agent avec un numéro de téléphone qui pourra être contacté par les Agences s SNU en cas d'urgence, les weekends, jours fériés et en dehors des heures normales de travail ; -Les prestataires retenus accepteront que leurs factures pour les services rendus soient payées dans les 30 jours après transmission de ces factures au commanditaire SNU ; -Les prestataires retenus veilleront à garder une confidentialité des informations et des documents qui lui sont transmis par le commanditaire SNU ; -Avoir des bureaux de représentation dans les villes de l'intérieur du pays notamment Mopti, GAO, Sikasso, Kayes ou Tombouctou constituerait un atout ;
8 Points administratifs	<p><u>Politique de Voyage</u></p> <p>Il sera exigé aux Agences de Voyage de sélectionner dans tous les cas, le tarif le plus bas et de rechercher des itinéraires (au moins 3 options si possible) dans le but de rechercher les meilleurs tarifs tout en se conformant aux procédures de voyage du SNU et aux exigences des missions. Cette politique porte notamment sur les principes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utiliser de préférence les meilleurs tarifs disponibles (en évitant des tarifs à risque) ; - Les tarifs « BUSINESS » ou « AFFAIRE » et similaires seront utilisés conformément aux règles et procédures des Nations Unies ou sur recommandation ; - L'agent mis à sa disposition doit être expérimenté et prêt à informer sur les tarifs spéciaux, restrictifs, réduits et les tarifs avec des conditions restrictives (telles que les pénalités, délai minimum de séjour etc.) seront retenus seulement après autorisation formelle de l'agence commanditaire SNU; - Conformément aux termes du contrat qui sera signé, les Agences de Voyage devront, si possible obtenir des sur classements en Business ou First class pour les passagers voyageant pour le compte du SNU ; <p><u>Rapports du Système de gestion</u></p> <p>Les Agences de Voyage devront fournir au commanditaire SNU des rapports de gestion comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un narratif semestriel (plus d'une page) sur les activités au cours de la période. Ce rapport devra faire ressortir les différents problèmes rencontrés et proposer des solutions ; - Un résumé semestriel incluant toutes les données cumulatives sur les ventes de billet à l'agence SNU. Ce résumé devra faire l'état des remboursements des billets non utilisés par l'agence SNU.

	<p><u>Responsabilités du SNU dans ledit processus</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -L'agence SNU transmettra aux prestataires une autorisation de voyage et/ou un bon de commande avec toutes les instructions nécessaires pour chaque voyage ou service requis ; -L'agence SNU paiera au prestataire les frais et services supportés par ce dernier conformément à l'autorisation de voyage et le bon de commande ; -Conformément aux termes standards de paiement, l'agence SNU s'engage à payer au(x) prestataires toute charge autorisée dans les trente jours qui suivent la réception des factures originales. Il est entendu que l'agence SNU déclinera sa responsabilité au cas d'un voyage entrepris sans autorisation et/ou bon de commande ou qui ne respecte pas les règlements de l'agence SNU; -Seules les factures accompagnées des originaux des bons de commande seront acceptées pour paiement.
9 Management du projet	Voir points administratifs
10 Echancier de paiement	Conformément aux termes standards de paiement, SNU s'engage à payer au(x) prestataires toute charge autorisée dans les trente jours qui suivent la réception des factures originales. Il est entendu que SNU déclinera sa responsabilité au cas d'un voyage entrepris sans autorisation et/ou bon de commande ou qui ne respecte pas les règlements de SNU;

Annexe 1 – Formulaire de Proposition

Ce **FORMULAIRE DE PROPOSITION** doit être rempli, signé et inclus dans la proposition soumise à l'UNICEF.

TERMES ET CONDITIONS DU CONTRAT

Tout Contrat ou Agrément à Long Terme résultant de cette DDP contiendra les provisions contractuelles, les Termes et Conditions Généraux de l'UNICEF ainsi que tout autres Termes et Conditions Spécifiques détaillés dans cette DDP.

Le Soussigné, ayant lu les Termes et Conditions de la DDP numéro **DDP-MLI-2021-9168716** énoncés dans le document ci-joint, propose d'exécuter les services dans les Termes et Conditions énoncés dans le document.

Signature et cachet : _____

Date : _____

Nom et Titre : _____

UNGM No : _____

Société : _____

Adresse Postale : _____

Tel/Cell Nos : _____

E-mail : _____

Validité de la proposition : 120 jours

Devise de la proposition **Francs CFA**

Veuillez préciser après avoir pris connaissance des Termes de Paiement de l'UNICEF énoncés dans ce document, quelle est la remise proposée en fonction du délai de paiement :

Paiement a 10 jours : _____%, a 15 jours : _____%, a 20 jours : _____%, a 30 jours : _____%

Autre rabais commercial proposé : _____

Annexe 2 – Provisions contractuelles UN

BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT ET HUMANITAIRE
BAMAKO - REPUBLIQUE DU MALI

ACCORD A LONG TERME

Entre

LE SYSTEME DES NATIONS UNIES AU MALI

Et

LE CONTRACTANT

Le présent Accord à Long Terme (LTA) est conclu par et entre :

La Coordination du Système des Nations Unies au Mali, ci-après dénommée « SYSTEME DES NATIONS UNIES » représentée par l'UNICEF à Niamakoro Bamako BP 96, tel : +223 20 20 44 01/44 97 70 00 et mandaté par le Coordonnateur Résident des NU pour agir au nom des Agences du Groupe des Nations Unies (UNCT)

Et

Le Contractant

Le SYSTEME DES NATIONS UNIES et le Prestataire sont ci-après collectivement dénommés les « Parties »

ATTESTENT QUE

Considérant que le SYSTEME DES NATIONS UNIES recherche des agences de voyages indépendant et hautement qualifié pour la mise en place d'un accord à long terme (LTA) et qu'il a émis une Demande de Proposition DDP-MLI-2021-9168716 en date du ...2021 ;

Considérant que le Cabinet se disant pleinement accrédité, et bien connaître les exigences du SNU, a réagi à la Demande de Proposition du SNU en soumettant une Proposition en date du

Considérant que le Cabinet est qualifié, disponible et à même de réaliser des services de réservation et d'achats de billets conformément au présent Accord ;

Définitions:

Pour les besoins du présent Accord, les termes en majuscules auront les significations suivantes :

«Agences Associées» désignera les organes et agences des Nations Unies et les autres organisations du SNU, sollicitant des services dans le cadre du présent Accord (une liste des agences participantes sera fournie au Cabinet).

«Représentant Autorisé» désignera toute personne mandatée par écrit par le SNU pour solliciter des services de Consultant.

Le «Pays» désignera Mali.

«Bon de Commande/Contrat» signifiera un Bon de Commande ou contrat d'une Agence des NU ou tout autre document ou formulaire adressé, de temps à autre, par une Agence des NU par écrit au Cabinet à cet effet.

PAR CONSÉQUENT, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. DOCUMENT DU LTA

1.1 Le présent document et toutes ses annexes, ici incorporées en référence, constituent la totalité de l'Accord à Long Terme (ici dénommé LTA ou le présent LTA) entre le SNU et le Prestataire.

1.2 Ces documents du LTA doivent être considérés comme complémentaires les uns des autres, mais en cas d'ambiguïté, de contradiction ou d'incohérence entre eux, l'ordre de préséance suivant devra prévaloir :

- a. Le document du LTA, y compris les Termes et Conditions Spécifiques, et toutes les Annexes
- b. Les Termes et Conditions Généraux des NU en matière de Contrats Institutionnels
- c. Le document de sollicitation, Demande de Proposition DDP-MLI-2021-9168716 du2021 comportant toutes les questions et réponses ; et
- d. Les propositions techniques et cotations présentées par le

1.3 Le LTA formule l'accord entier et intégré conclu entre les Parties en ce qui concerne le sujet contenu ici. Il n'existe entre les Parties aucune promesse, aucune entente, aucune obligation, aucune négociation verbale ou d'une autre nature à l'exception de celles clairement spécifiées ci-après.

1.4 Ces documents du LTA s'appliqueront à tout Contrat Institutionnel conclu dans le cadre du présent LTA.

2. DUREE DU LTA

2.1 Le présent LTA prendra effet à compter de sa date de signature par les deux Parties et se terminera le 24 mois après, à moins qu'il ne soit résilié conformément aux dispositions du présent LTA.

2.2 Le SNU se réserve le droit de proroger le LTA pour une année supplémentaire. Sous réserve d'un accord entre les Parties sur les termes et conditions (y compris le prix) d'une telle prolongation, le SNU exerce le droit de proroger le LTA pour un mandat supplémentaire d'une année se terminant le

3. OBJECTIF

3.1 L'objectif du présent LTA est de permettre aux agences du SNU, si elles le souhaitent, d'acquérir des services auprès du Prestataire chaque fois que le besoin est là, aux termes et conditions énumérés ci-dessous.

4. ACCORD A LONG TERME

4.1 Le LTA est strictement non exclusif. Par conséquent, les Parties conviennent que le SNU se réserve le droit, et à sa seule discrétion, d'acquérir ou d'obtenir, à tout moment, des services de même nature, ou sensiblement de même nature, que ceux décrits dans le présent LTA auprès de toute source autre que le Prestataire.

4.2 Le présent LTA représente une offre de la part du Prestataire pour fournir au SNU les services aux prix fixés dans les annexes jointes, dans les délais et les termes et conditions détaillés ci-après pendant la durée de l'Arrangement. Le LTA n'oblige pas le SNU ou toute agence des NU à acquérir un quelconque montant minimum ou à dépenser quelques sommes que ce soit. Seuls les Contrats Institutionnels conclus suivant le présent LTA constitueront un engagement de la part du SNU et les termes et conditions du présent LTA prévaudront et seront exécutoires pour les Parties.

4.3 Conformément à la Section 3 ci-dessus, toutes les agences des NU pourraient, à leur propre discrétion, joindre le présent LTA.

5. TERMES ET CONDITIONS GENERAUX

5.1 ENTITES CONTRACTUELLES:a soumis une réponse à la DDP-MLI-2021-9168716, confirme son acceptation des Termes & Conditions des NU joints en Annexe et, par le présent LTA, autorise le à recevoir des paiements pour ces services. Les autorisations énoncées dans cette Section 5.1 prévaudront tout au long de la durée du présent LTA et pendant la durée des contrats émis dans le cadre du présent LTA.

5.2 Les Termes et Conditions Généraux des NU en matière de Contrats Institutionnels, les Termes et Conditions Particuliers de la DDP-MLI-2021-9168716 et les présentes dispositions sont parties intégrantes du présent LTA et de tout Contrat Institutionnel conclu dans le cadre du LTA. Toutes les références au « Contrat » dans le texte des Termes et Conditions Généraux sont censés désigner le LTA.

6. L'AUTORITE CONTRACTUELLE

6.1 Les Agences des NU seront l'Autorité Contractuelle et seront responsables de toute administration de contrat selon les termes et conditions énumérés ci-après.

7. L'AUTORITE TECHNIQUE

7.1 Les Agences des NU désigneront une Autorité Technique qui sera chargée de la gestion quotidienne du présent LTA et qui assurera la coordination de toutes les activités à mener dans le cadre du présent LTA.

8. GESTIONNAIRE DU PRESTATAIRE

8.1 Le Prestataire devra désigner un Gestionnaire expérimenté pour suivre les relations avec l'Agence des NU. Le Gestionnaire désigné aura l'ultime responsabilité de résoudre tout différend ou désaccord avec l'Agence des NU. Le responsable désigné sera assisté d'une équipe relevant directement de lui.

9. TYPE DU LTA

9.1 Le présent LTA est un LTA à quantité indéfinie pour les services spécifiés dans le cahier de charges de la DDP-MLI-2021-9168716

9.2 Le présent LTA est un « catalogue de gamme et de prix moyens avec une gamme et une moyenne des coûts de main-d'œuvre ». Les frais et conditions de travail sont énoncés dans les Annexes.

9.3 La livraison ou la prestation de services ne seront faites que sur autorisation de bon de commande/Contrats Institutionnels délivrés par l'Agence des Nations Unies conformément aux termes de référence mentionné dans la DDP-MLI-2021-9168716. Le Prestataire fournira à l'Agence des NU, à la

demande de celle-ci, les services spécifiés dans le contrat institutionnel pour la prestation à effectuer, sous réserve du montant à ne pas dépasser défini à l'Article 10.1 ci-dessous.

9.4 il n'existe pas de limite au nombre de bons de commandes/ contrats institutionnels que l'Agence des NU peut délivrer.

9.5 Le Prestataire reconnaît et convient que :

9.5.1 Le SNU ne garantit aucune quantité minimum de services à fournir par le Prestataire dans le cadre du présent LTA ; il ne garantit pas non plus la demande du SNU pour tout ou partie des catégories de services. Les demandes réelles seront telles que spécifiées dans un bon de commande/Contrat Institutionnel émis par l'Agence demandeur ;

9.5.2 Le SNU se réserve le droit, à tout moment, y compris pendant la durée du présent LTA, de conclure tout accord ou arrangement avec d'autres entités ou individus pour la prestation de tout ou partie de Catégories de Services.

9.5.3 Le SNU, sans en assumer une quelconque responsabilité, se réserve le droit, à tout moment pendant le présent LTA, d'octroyer un bon de commande/Contrat Institutionnel pour tout ou partie des services cités dans le cahier de charges de la DDP-MLI-2021-9168716. Au cas où le SNU choisit d'accroître ou de diminuer un service dans le cadre du Contrat Institutionnel en cours, de tels changements doivent être conformes au Paragraphe 12.4 ci-dessous.

10. VALEUR CUMULATIVE MAXIMALE

10.1 Sous réserve des termes et conditions énoncés dans le présent LTA, les Agences des NU auront le droit d'octroyer un bon de commande/ Contrat Institutionnel au Prestataire pour la fourniture de services à concurrence des frais maximums convenus.

10.2 Ce montant ne saura être dépassé sans un amendement au présent LTA dûment signé et appliqué par les deux parties. Le Prestataire n'exécutera aucun service si les paiements entraînent un dépassement du montant maximum spécifié dans le présent LTA.

10.3 Les Parties auront des consultations régulières pour assurer le suivi de la valeur cumulative, y compris les services réels et les services prévus.

11. RESPONSABILITES GENERALES DU PRESTATAIRE

11.1 Le Prestataire fournira les services, ou la ou les parties demandées, tels que décrits dans les termes de référence de la DDP-MLI-2021-9168716 conformément aux termes du présent LTA.

11.2 Le commencement de chaque service et l'exécution ou la livraison de chaque bien requis aux termes du présent LTA seront spécifiés dans un bon de commande/Contrat Institutionnel dûment établi sur la base d'une Demande d'Autorisation de Travail.

11.3 Le Prestataire déclare et garantit que tous les renseignements fournis par lui concernant les services à exécuter pour les besoins du présent LTA, tels que reflétés dans la DDP-MLI-2021-9168716....., sont vrais, corrects et exacts et que ces services seront conformes aux spécifications indiquées dans la RFP et le présent LTA.

11.4 Le Prestataire exécutera les services prévus dans le présent LTA avec soin et diligence, et conformément aux normes professionnelles les plus élevées.

11.5 Nonobstant toute disposition contraire contenue dans le LTA, le Prestataire fournira, à ses frais, tout service requis pour corriger les erreurs, omissions ou actes de négligence du Prestataire ou de ses sous-traitants, ou de toute personne dont le Prestataire ou ses sous-traitants pourraient répondre.

12. PROCEDURES DE COMMANDE

12.1 Les services à fournir par le Prestataire devront être demandés par une Agence des NU et effectués par le Prestataire conformément aux procédures énoncées ci-dessous. A aucun moment au cours de la durée du présent LTA le Prestataire n'entreprendra un travail sans un Contrat Institutionnel/Bon de commande établi selon ces procédures.

12.2 Chaque Agence des NU établira une Demande de réservation ou d'achat de billet auprès du Prestataire pour une confirmation des coûts selon le Cahier de charges de la DDP-MLI-2021-9168716

12.3 Les services à fournir par le Prestataire seront demandés par l'Agence des NU et exécutés par le Prestataire conformément aux procédures énoncées ci-dessous.

12.3.1 L'Autorité Technique de l'Agence des NU sera le point de contact du Prestataire pour toutes les questions relatives à l'exécution et à la conduite du présent LTA.

12.3.2 Création de Contrat Institutionnel/ bon de commande : chaque Agence des NU devra créer une Demande d'autorisation de services, y compris le Cahier de charges, les événements clés et les produits, pour demander la soumission de coûts conformément aux Annexes.

12.3.3 Création de Propositions : Les Prestataires prépareront une proposition, sur la base de la Demande de Commande de Tâche et conformément au LTA et les propositions de prix, et la soumettront au bureau demandeur.

12.3.4 Création de Contrat Institutionnel/bon de commande : L'Agence des NU évaluera la proposition et délivrera un Contrat Institutionnel/ bon de commande au prestataire. L'Agence des NU préparera un Contrat Institutionnel sur la base du Bon d'Achat correspondant et de la proposition du Prestataire. L'Agence des NU signera un bon de commande/ Contrat Institutionnel sur la base de la proposition. Lorsque le bon de commande/Contrat Institutionnel est signé, l'Agence des NU soumettra le Contrat Institutionnel à la signature du Prestataire.

12.3.5 Mise en œuvre des Contrats Institutionnels/bon de commande : Après l'acceptation et la signature du Contrat/bon de commande par le Prestataire, le Contrat est mis en œuvre. La mise en œuvre est suivie par l'Agence des NU.

12.3.6 Le Contrat Institutionnel/bon de commande peut être amendé par écrit, à tout moment, par l'Agence des NU à travers le processus de changement de commande spécifié au paragraphe 12.4 (« Changement »). A aucun moment le Prestataire ne devra exécuter un service sans avoir reçu des instructions écrites de l'Agence des NU tel que prévu ici.

12.4 L'Agence des NU peut exiger, et le Prestataire peut proposer, des changements à un bon de commande/ Contrat Institutionnel en cours d'exécution. Tous les changements de cette nature seront mis en œuvre conformément aux procédures énoncées ci-dessous.

12.4.1 Les Changements de routine, dont ceux qui n'entraînent pas d'augmentation ou de réduction nettes des coûts, des efforts ou des ressources, ou qui peuvent être faits avec les ressources ordinaires disponibles pour l'exécution des services dans le cadre d'un Contrat Institutionnel en cours d'exécution, n'entraîneront aucune augmentation ou diminution des frais à la charge de l'Agence des NU et ne conduiront pas à un amendement au Contrat Institutionnel.

12.4.2 Le Prestataire n'apportera, dans l'exécution d'un bon de commande/ Contrat Institutionnel, aucun changement qui aurait un effet physique négatif à l'utilisation ou à la réception par l'Agence des NU des services exécutés dans le cadre d'un Contrat Institutionnel, ou qui accroîtrait les frais du Prestataire ou d'autres coûts pour l'Agence des NU, sans l'approbation de l'Agence des NU, que celle-ci pourrait ou non donner à sa seule discrétion. Un tel changement passera par les procédures citées au paragraphe 12.4.3 ci-après.

12.4.3 En cas de changements qui auraient un effet matériel négatif à l'utilisation ou la réception de services délivrés dans le cadre d'un Contrat Institutionnel, ou qui augmenteraient ou diminueraient la valeur du Contrat Institutionnel, l'Agence des NU établira un amendement au dit Contrat. Un Amendement au Contrat Institutionnel sera établi par l'Agence des NU. Lorsque l'Amendement est signé, l'Agence des NU soumettra le bon de commande/Contrat Institutionnel à la signature du Prestataire. Après l'acceptation et la signature du bon de commande/Contrat Institutionnel par le Prestataire, l'Autorisation de Changement est mise en œuvre. La mise en œuvre sera suivie par l'Agence des NU demandeur.

12.4.4 Le Prestataire ne facturera pas, et l'Agence des NU ne saura être tenue responsable d'un quelconque changement effectué par le Prestataire, à moins qu'un « Changement » n'ait été approuvé conformément aux Procédures de Contrôle des Changements. Les coûts d'un tel travail seront spécifiés dans l'Amendement au Contrat sur la base de l'Autorisation de Changement correspondante.

12.4.5 Tout changement sera immédiatement communiqué à l'Autorité Contractuelle du LTA par le Prestataire.

13. DATE DE LIVRAISON

Par date de livraison, il faut entendre le moment où la prestation telle que définie dans le bon de commande/Contrat Institutionnel et la tâche à effectuer correspondante est réalisée et terminée au lieu indiqué où la prestation doit s'effectuer.

14. PRIX DU LTA

14.1 Les Parties conviennent que les prix donnés dans le cadre de la DDP-MLI-2021-9168716 et convenus que les prix des services seront basés sur le bon de commande/ Contrat institutionnel conclu pour la prestation à effectuer :

14.2 Les Parties conviennent que l'Agence des NU paiera 100% des parties non contestées des factures du Prestataire pour l'exécution des services entrepris à travers la conclusion des bons de commandes/ Contrats Institutionnels, un montant qui ne saurait excéder le montant à ne pas dépasser. Les Parties reconnaissent et conviennent que toutes les gammes et moyennes de prix ou taux énumérées dans la proposition financière resteront fermes et inchangées durant la phase initiale du présent LTA.

14.3 Les Parties détermineront les termes et conditions (y compris le prix) qui s'appliquent durant la période de prolongation au plus tard 30 jours avant la fin de l'accord et ces termes et conditions seront

définis dans une annexe au présent LTA. Ces termes et conditions (y compris le prix) ne seront en rien moins en accord avec le Système des NU que ceux qui prévalent durant la première partie du présent LTA.

14.4 Les Parties acceptent les dispositions des Sections 30 et 31 du présent LTA.

15. CONTRATS INSTITUTIONNELS

15.1 L'Agence des NU conclura des bons de commandes/ Contrats Institutionnels avec le Prestataire, conformément au présent LTA et en accord avec les Autorisations de tâche correspondantes.

15.2 Les bons de commandes/Contrats Institutionnels incorporeront par référence tous les termes et conditions du présent LTA. Rien de ce qui est contenu dans un bon de commande/Contrat Institutionnel ne saurait être considéré, interprété comme différent, dérogeant de, s'ajoutant à, ou de toute autre manière altérant les termes et conditions du présent LTA, à moins que le contraire n'ait été expressément affirmé.

15.3 Le Prestataire n'acceptera pas de bon de commandes/ Contrats Institutionnels se référant au LTA mais ayant des spécifications de service différentes du cahier de charges de la DDP-MLI-2021-9168716, Un Contrat Institutionnel pour des services non compris dans le cahier de charges de la dite RFP, sera rejeté par le Prestataire et notification en sera envoyée à l'Autorité Contractuelle du LTA.

15.4 Une Agence des NU ne saurait être tenue, d'aucune manière et en aucune circonstance, responsable devant le Prestataire de bon de commandes/Contrats Institutionnels conclus par une autre Agence des NU. Les Parties reconnaissent et conviennent que les obligations et responsabilités de chaque Agence des NU plaçant un bon de commande/ Contrat Institutionnel dans le cadre du présent LTA seront, concernant les termes et conditions de cette nature, du ressort exclusif de cette Agence des NU, et non de celui du Système des NU. Le Prestataire a le droit d'évaluer et de changer les termes et conditions du présent LTA pour cette autre entité des NU.

15.5 Les bons de commandes/Contrats Institutionnels seront envoyés par e-mail sous forme de dossiers PDF au Prestataire ou seront remis en mains propres à l'adresse suivante :

Nom du prestataire

Adresse..... tel :.....

E-mail :....., le «Prestataire».

Attention :

Tous les changements seront immédiatement communiqués par le Prestataire à l'Autorité Contractuelle du LTA.

16. INSPECTION ET ACCEPTATION

16.1 L'Agence des NU disposera d'un temps raisonnable, après la fin du travail, pour inspecter la réalisation du travail et de rejeter et refuser l'acceptation des services n'étant pas conformes au LTA. Les Parties reconnaissent et conviennent que les délais du Système des NU pour l'inspection des services dépendront, entre autres éléments, de la nature des services, de leur envergure, des exigences de vérification (s'il y en a) et des procédures de levée de réserves établies dans chaque Autorisation de Tâche et du Cahier de charges correspondants. Le Prestataire fournira les services conformément à l'Accord de services décrit dans la DDP-MLI-2021-9168716. Le paiement pour les services conformément au LTA ne

saura être considéré comme une acceptation des services. L'inspection préalable à la fin des travaux n'exonère le Prestataire d'aucune de ses obligations dans le cadre du LTA.

17. INSTRUCTIONS DE FACTURATION

17.1 Tous les paiements pour services effectués par une Agence des NU au Prestataire ne seront payables par l'Agence des NU que suite aux factures originales et authentiques du Prestataire, libellées uniquement dans la monnaie proposée par le Prestataire dans le cadre de la DDP-MLI-2021-9168716

La facture sera accompagnée de pièces justificatives suffisantes pour permettre à l'Agence des NU d'identifier la demande de paiement en rapport avec la disposition pertinente du LTA et du Contrat Institutionnel. Les factures seront établies au nom de l'Agence des NU et envoyées à l'adresse et à l'attention du fonctionnaire et du bureau de l'Agence des NU qui apparaît dans le bon de commande/ Contrat Institutionnel:

17.2 Les factures seront originales et soumises une fois les services rendus et acceptés et elles devraient comprendre, au minimum :

- a) Le Numéro de référence du Contrat Institutionnel
- b) Le Numéro de la facture
- d) La date de la facture
- e) Les dates du début et de la fin des services
- f) Les frais et la description détaillés des services fournis
- g) Tous les paiements et les ristournes applicables
- h) Le montant total des factures/paiements
- i) Les instructions pour les transferts bancaires
- j) Le rapport final et une version électronique ainsi qu'une attestation de services rendus visée par la personne autorisée.

Après chaque opération le prestataire devra s'assurer qu'une attestation de services rendus est signée par la personne habilitée certifiant que le service a été rendu de manière satisfaisante

17.3 Le Prestataire ne délivrera aucune facture à l'Agence des NU si les délais entre la date effective du service et la délivrance de la facture dépassent six (6) mois.

17.4 L'Agence des NU n'effectuera un paiement qu'à la réception de la facture du Prestataire, qui ne sera délivrée qu'après l'acceptation par l'Agence du travail spécifié dans le LTA, et dans le cadre du Contrat Institutionnel.

17.5 Afin de minimiser la quantité et les complications portant sur les factures en litige, le Système des NU sollicite la coopération du Prestataire pour fournir les renseignements requis ci-dessus sur toutes les factures de services. Si une facture est contestée par l'Agence des NU, des renseignements complémentaires peuvent être demandés concernant le numéro, la description, les montants, les ristournes, l'ajustement et sa justification, le montant du paiement, les montants déjà payés, le reliquat à payer. Pour les Conditions Particulières concernant les litiges sur les factures, voir l'Article 19 ci-dessous.

18. LES PAIEMENTS

18.1 L'Agence des NU effectuera les paiements au Prestataire dans les trente (30) jours qui suivent la réception des factures et les pièces justificatives requises, telles qu'ici détaillées et à l'acceptation des services délivrés. Le paiement se fera par transfert bancaire dans le compte du Prestataire.

18.2 Le Prestataire fournira à l'Agence des NU : le nom de sa banque, le numéro de compte, les numéros de routing, le code bancaire, et les codes SWIFT, IBAN, ABA, selon le cas. Tout changement dans les informations bancaires devrait être fait par écrit et envoyé à l'Agence des NU avec une date claire d'effectivité. L'Agence des NU fournira au Prestataire un formulaire à remplir, indiquant tous les renseignements bancaires, dès la signature du LTA.

18.3 Les renseignements bancaires de l'Agence des NU pour chaque bureau émettant une commande seront notifiés au prestataire. Ensuite, l'Agence des NU devra, en même temps qu'elle effectue un paiement, fournir au Prestataire les renseignements minimums suivants : la date du paiement . Avec le paiement, l'Agence des NU inclura aussi : le numéro de la facture du Prestataire ; la date de la facture ; le montant du paiement ; l'ajustement ou le montant contesté ; et la raison de cela. L'Agence des NU indiquera clairement s'il y a des montants contestés.

18.4 Les agences des NU qui utiliseront le LTA fourniront leurs propres détails et méthodes de paiement au Prestataire.

19. CONDITIONS CONCERNANT LES LITIGES SUR LES FACTURES/PAIEMENTS

19.1 L'Agence des NU aura le droit de refuser ou de contester le paiement de toute facture, ou de parties de cette facture, et ceci peut résulter en un paiement partiel ou en un non-paiement d'une facture au Prestataire jusqu'à ce que le litige soit résolu.

19.2 L'Agence des NU notifiera au Prestataire, dans les quatorze (14) jours ouvrables suivant la réception d'une facture, si l'Agence des NU conteste la facture ou une partie de la facture. La notification comportera une brève explication des raisons pour lesquelles l'Agence conteste la facture et quelles parties de la facture sont rejetées. L'Agence des NU et le Prestataire se consulteront de bonne foi pour résoudre rapidement les questions en suspens. L'Agence des NU paiera au Prestataire le montant de la partie non contestée dans les trente (30) jours qui suivent la réception de la facture. Si l'Agence des NU n'arrive pas à notifier au Prestataire, dans les trente (30) jours ouvrables, la contestation et les raisons qui la motivent, l'Agence des NU effectuera le paiement de la facture du Prestataire en entier et cherchera plus tard un remboursement de la part du Prestataire.

19.3 Les paiements faits au Prestataire ne sauraient l'exonérer de ses obligations aux termes du présent LTA et seront sans préjudice pour le droit de l'Agence ou des agences des NU de rejeter les services non conformes aux Contrats Institutionnels.

19.4 Le Prestataire n'aura pas droit à des intérêts sur un quelconque paiement ou des sommes payées en retard aux termes du présent LTA, ni à de quelconques intérêts accumulés sur des paiements retenus tels que mentionnés ci-dessus.

19.5 Une fois qu'un litige est réglé et que les Parties conviennent qu'un montant contesté est payable en partie ou en totalité, l'Agence paiera au Prestataire dans les trente (30) jours qui suivent le règlement du litige.

20. LE PERSONNEL

20.1 PERSONNEL DU PRESTATAIRE : Le Prestataire aura la responsabilité de fournir tout le personnel nécessaire et celui de ses sous-traitants (« Personnel »), et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'exécution satisfaisante de ses obligations aux termes du présent LTA. Il assumera la

supervision et l'entière responsabilité de tous les travaux et services effectués par le personnel et dans le respect des termes et conditions du présent LTA. Le Prestataire s'assurera que le personnel effectuant les travaux ou services soit qualifié, sûr, compétent, bien formé et qu'il réponde aux normes les plus élevées de conduite morale et éthique.

20.2 Si le Prestataire désigne des fonctionnaires de l'Etat comme personnel, ceux-ci doivent disposer d'une autorisation écrite du Gouvernement attestant qu'ils sont mis en congé sans salaire de leurs postes officiels et qu'ils sont autorisés à travailler à plein temps en dehors de leurs postes officiels antérieurs. Cette attestation sera fournie à l'Agence des NU par le Prestataire.

21. NATURE CONFIDENTIELLE DES DOCUMENTS

La disposition suivante complète l'article 11 des « Termes et Conditions Généraux des NU en matière de Contrats institutionnels » en Annexe A.

21.1 Chaque partie convient de traiter comme confidentiel tout renseignement qui peut, à tout moment, entrer en la possession de l'autre partie et qui se rapporte aux activités, processus, demandes, affaires financières, produits, évolutions, secrets commerciaux, clients ou fournisseurs réels ou proposés ou d'autres renseignements qui peuvent raisonnablement être considérés comme confidentiels, obtenus de ou rendus disponibles à une partie par l'autre, sous quelque forme que ce soit, que ce soit sur support papier, électronique ou numérique. Chaque partie s'engage à n'utiliser aucun renseignement confidentiel à des fins hors de l'éventail de ses obligations aux termes du présent Contrat, ou à ne divulguer de tels renseignements à personne d'autre à l'exception de ses propres employés, agents et sous-traitants, qui ont besoin de les connaître et seulement dans la mesure requise pour remplir les obligations qui découlent du présent Contrat.

21.2 Le Prestataire devra, à ses frais propres, se procurer auprès de ses propres agents ou sous-traitants (et des agents et sous-traitants de tels agents et sous-traitants) l'exécution d'un accord de confidentialité en tout point similaire, dans la forme et la manière, aux obligations de confidentialité énoncées dans le présent LTA.

21.3 Rien dans le présent Article n'empêchera l'une ou l'autre partie de dévoiler des renseignements confidentiels ou de propriété de l'autre partie à :

- a) quiconque agit pour le compte de ou en partenariat avec le Système des NU, qui requiert nécessairement et activement un accès aux renseignements pour les besoins du Système des NU ou du partenaire ;
- b) aux auditeurs et autres conseillers professionnels du SNU ou de ses instances dirigeantes (ou tout comité constitué à cet effet) ;
- c) à toute personne, dans la mesure requise par les instances dirigeantes du SNU (ou tout comité constitué à cet effet) ou toute politique adoptée par ses instances dirigeantes ; ou
- d) dans la mesure où une telle divulgation est requise dans le cadre d'une action arbitrale sous réserve des privilèges et immunités du SNU.

Les dispositions de cette Section 21 respectant la confidentialité ne s'appliqueront pas lorsque, mais uniquement lorsque, ces renseignements confidentiels sont : (i) déjà connus de la partie qui les reçoit sans aucune restriction au moment où ils sont obtenus de la partie qui les donne, (ii) appris par la suite à partir d'une tierce partie indépendante sans aucune restriction et sans violation du présent Accord ; (iii) rendus disponibles au public à travers un acte non malicieux de ceux qui les reçoivent ou de tout tiers ; (iv) élaborés de façon indépendante par la partie qui les reçoit sans référence à ou utilisation de quelconques renseignements confidentiels de la partie qui les donne ; ou (v) requis dans le cadre d'une loi, d'une

règlementation, d'une exigence gouvernementale ou d'une mise en demeure juridique, ou les règles d'une quelconque bourse (pourvu, cependant, que la partie qui les reçoit avise la partie qui les donne de cette requête de dévoilement dès qu'elle en est informée afin de lui offrir l'opportunité de contester, de limiter et/ou d'aider la partie qui reçoit la requête à préparer cette divulgation.

22. DROITS D'AUTEUR, LICENCES ET AUTRES DROITS DE PROPRIÉTÉ

Les « Termes et Conditions Généraux des NU en matière de Contrats Institutionnels » en Annexe A s'appliquent.

23. RETARD DANS LA LIVRAISON

23.1 Sans limiter les droits ou obligations des parties, si le Prestataire n'est pas à même de délivrer le travail ou les services dans les délais stipulés dans le Contrat Institutionnel et la Commande de Travail correspondante, le Prestataire consultera immédiatement l'Agence des NU pour déterminer les moyens les plus prompts pour délivrer le travail ou les services.

23.2 Aucun délai supplémentaire accordé au Prestataire pour corriger un défaut, ni aucun retard de la part des Agences des NU à exercer un droit ou exiger une réparation à leur disposition aux termes du présent LTA, ne seront censés porter préjudice à ces droits et remèdes à la disposition des Agences des NU dans le cadre du présent LTA ou constituer une levée de ces droits ou correctifs.

24. GARANTIE

24.1 Le Prestataire garantit que ses services seront effectués d'une manière correcte, professionnelle et dans les règles de l'art selon les normes du métier. Le Prestataire convient de ré-effectuer tous services qui ne respectent pas cette garantie et portés à son attention dans les soixante (60) jours après l'acceptation de l'Agence des NU. Le Prestataire garantit que ses produits seront matériellement conformes à leurs spécifications, pour une période de soixante (60) jours à compter de l'acceptation par l'Agence des NU. Le Prestataire accepte de corriger tout produit non conforme à cette garantie et porté à son attention dans les limites de la période de garantie.

24.2 Les obligations du Prestataire énoncées au présent paragraphe ne s'appliqueront à aucune réclamation lorsque celle-ci vient de ou concerne : (i) un produit préparé selon les schémas techniques ou instructions spécifiques de l'Agence des NU ; (ii) l'inclusion dans un produit de tout contenu ou matériel fourni par l'Agence des NU et si le défaut se rapporte à ou est causé par le matériel fourni ; (iii) une modification d'un produit qui n'est pas faite par le Prestataire ou ses agents ou ses représentants ; ou (iv) l'utilisation du produit en combinaison avec des produits non fournis par le Prestataire ou, autrement, non fourni par le vendeur dans le cadre des documents et spécifications applicables. Dans tous ces cas, l'Agence des NU s'engage à indemniser, à défendre et à protéger le Prestataire pour toutes les pertes et réclamations de tiers causées par cet état de fait.

25. AUTORISATION D'EXPORTATION

25.1 N/A

26. RAPPORTS

26.1 Le Prestataire soumettra à l'Autorité Contractuelle du LTA du SNU des rapports écrits trimestriels sur les quantités et types de services achetés dans le cadre du présent LTA. Un rapport annuel sera aussi présenté par le Prestataire pour fournir les détails des services commandés. Les rapports seront élaborés en format MS Excel.

27. RESILIATION DU CONTRAT

27.1 Si (a) l'une ou l'autre partie n'arrive pas à remplir ses obligations du LTA ou du Contrat Institutionnel, ou (b) le Prestataire est jugé en faillite, ou en liquidation ou en état d'insolvabilité, ou s'il fait une assignation en faveur de ses créiteurs, ou si un Syndic de faillite est désigné en raison de l'insolvabilité du Prestataire, alors l'autre Partie ou l'Agence des NU (selon le cas) peut, sur le champ et sans préjudice des droits et réparations qu'elle peut avoir dans le cadre des termes et conditions, résilier le LTA et les Contrats Institutionnels connexes, en totalité ou en partie, après un préavis de trente (30) jours.

27.2 Les deux Parties se réservent le droit de résilier sans cause le présent LTA, à tout moment, en donnant un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre Partie, auquel cas la Partie qui résilie le contrat devra rembourser à l'autre Partie tous les frais raisonnables encourus avant la réception du préavis. L'Agence des NU se réserve le droit de résilier, à tout moment et sans cause, tout Contrat Institutionnel après un préavis de trente (30) jours au Prestataire, auquel cas l'Agence des NU devra rembourser au Prestataire tous les frais raisonnables encourus avant la réception du préavis de résiliation.

27.3 En cas de résiliation aucun paiement ne sera dû au Prestataire sauf pour des travaux et des services effectués conformément aux termes du présent LTA et tous Contrats Institutionnels et la Commande de travail correspondante.

27.4 Après avoir donné un préavis, le Prestataire ne saura réclamer un quelconque paiement. Le Prestataire ne sera pas tenu responsable de pertes ou de dommages si l'impossibilité d'honorer le contrat est due à un cas de force majeure.

27.5 A la fin du LTA, l'Agence des NU peut exiger du Prestataire de délivrer tout travail fini qui n'a pas été délivré et accepté, avant cette résiliation et tous matériels ou travaux en cours liés spécifiquement au présent contrat. Sous réserve de la déduction de toute réclamation que l'Agence des NU peut avoir aux termes du présent LTA ou sa résiliation, l'Agence des NU paiera la valeur de tous ces travaux finis délivrés et acceptés par l'Agence des NU.

27.6 Le fait d'entreprendre des actions en arbitrage conformément à l'Article 28 « Règlement des litiges » ci-dessous ne sera pas considéré comme une résiliation du présent Contrat.

28. REGLEMENT DES LITIGES

28.1 Règlement à l'amiable : Les Parties feront de leur mieux pour régler à l'amiable tout litige, toute controverse ou réclamation né de ou se rapportant au présent LTA ou la violation, la résiliation ou l'invalidité qui pourraient en découler. Là où les Parties souhaitent rechercher un tel règlement à l'amiable à travers la conciliation, cette conciliation aura lieu en accord avec les règles de Conciliation de l'UNCITRAL pour ensuite obtenir ou s'accorder sur une autre procédure convenue entre les Parties.

28.2 Arbitrage : Tout litige, controverse ou réclamation entre les Parties né du présent LTA ou de sa violation, résiliation ou invalidité, à moins d'être réglé à l'amiable comme prévu au paragraphe précédent du présent Article dans les soixante (60) jours après la réception par l'une des Parties de la demande par l'autre d'un règlement à l'amiable, sera soumis par l'une ou l'autre des Parties à arbitrage conformément aux Règles d'Arbitrage de l'UNCITRAL. Le tribunal arbitral ne disposera pas de l'autorité d'infliger des réparations punitives. En outre, le tribunal arbitral n'aura pas l'autorité d'imposer des intérêts dépassant six pour cent (6%) et de tels intérêts ne seront que des intérêts simples. Les Parties seront tenues liées par

tout jugement rendu suite à cet arbitrage, en tant que jugement final de toute controverse, réclamation et de tout litige.

29. LIQUIDATION DES DOMMAGES ET INTERETS

29.1 Le Prestataire sera tenu responsable de la fourniture efficiente et à temps des services dans le cadre du présent LTA.

29.2 En cas d'échec du Prestataire à s'exécuter dans les termes et conditions du LTA, y compris mais non limité à l'incapacité de délivrer tous les services dans les délais ou aux dates convenues, ou une non-conformité avec le présent LTA, les Agences des NU peuvent, après avoir donné au Prestataire un préavis raisonnable pour s'exécuter et sans préjudice des autres droits et réparations, exercer l'un ou plusieurs des droits suivants :

- (a) Se procurer tout ou partie des services auprès d'autres sources, auquel cas l'Agence des NU peut tenir le Prestataire responsable de tout dépassement de coûts que cela entraîne. En exerçant ces droits, l'Agence des NU atténuera ses dommages et intérêts de bonne foi ;
- (b) Refuser d'accepter la livraison de tout ou partie des services et demander un remboursement entier ou partiel, selon le cas, auquel cas le Prestataire remboursera tous les frais se rapportant à un tel rejet ;
- (c) Résilier le LTA sans aucune responsabilité des frais de résiliation ou toute autre responsabilité de quelque nature que ce soit à l'Agence des NU ;
- (d) Pour une livraison tardive de services qui ne répondent pas aux termes de références et sont, par conséquent, rejetés par l'Agence des NU, celle-ci aura le droit de réclamer des dommages et intérêts au Prestataire, et de déduire 0,5% du prix des prestations par jour supplémentaire de retard, jusqu'à un maximum de 10% de la valeur du Contrat Institutionnel. Le paiement ou la déduction de ces dommages et intérêts ne libérera pas le Prestataire d'aucune de ses responsabilités et obligations liées à un quelconque Contrat.

29.3 La responsabilité du Prestataire dans le cadre de tout Contrat Institutionnel établi dans le cadre du présent LTA sera limitée à la valeur du Contrat Institutionnel.

30. PLEIN DROIT D'USAGE ET DE VENTE

30.1 Le Prestataire assure qu'il possède tous les droits nécessaires pour vendre les services prévus et qu'il n'a conclu aucun autre accord ou arrangement de nature à restreindre ou à limiter le droit du SNU, des Agences des NU ou d'un Gouvernement récipiendaire à utiliser, vendre, céder ou traiter de tout Service, selon le cas, acquis dans le cadre du présent Contrat.

31. NORMES ETHIQUES

31.1 **COMPORTEMENT NON CONFORME A L'ETHIQUE** : Le SNU applique strictement une politique de tolérance zéro envers les actes non conformes à l'éthique, les actes non professionnels et frauduleux de la part des fournisseurs/prestataires du SNU. En conséquence, toute société enregistrée qui s'avère avoir entrepris des activités non conformes à l'éthique, non professionnelles ou frauduleuses sera suspendue ou interdite de continuer des relations de travail avec le SNU.

31.2 **PRATIQUES FRAUDULEUSES ET CORRUPTION**. Le SNU exige que tous les Prestataires et sous-traitants observent un niveau d'éthique des plus élevés dans l'exécution de leurs tâches. En application de cette politique, les NU

- (a) Définissent aux fins de cette disposition les termes énoncés ci-après :

- (i) « pratique de corruption » signifie le fait d'offrir, de donner, de recevoir ou de solliciter quelque chose de valeur pour influencer l'action d'un agent public dans le processus d'acquisition ou dans l'exécution d'un contrat, et
- (ii) « pratique frauduleuse » signifie une mauvaise présentation des faits aux fins d'influencer un processus d'acquisition ou l'exécution d'un contrat au détriment du client, et comprend des pratiques de collision entre soumissionnaires (avant ou après une soumission d'appel d'offres) destinée à établir les prix des offres à des niveaux artificiels non compétitifs et de priver le client des avantages d'une concurrence libre et ouverte ;
- (b) Rejetteront une proposition d'adjudication si elles estiment que le prestataire sélectionné s'est impliqué dans des pratiques de corruption ou frauduleuses dans la concurrence pour le contrat en question ;
- (c) Déclareront un prestataire inéligible, soit de façon définitive soit pour une durée déterminée, à se voir octroyer un contrat financé par les NU s'ils estiment que le prestataire est impliqué dans des pratiques de corruption ou frauduleuses dans la compétition pour ou l'exécution d'un contrat financé par les NU.

31.3 Le Prestataire convient qu'une violation des dispositions ci-dessus constitue une violation d'un terme essentiel du présent LTA.

32. PRINCIPES DIRECTEURS EN MATIERE DE CADEAUX ET D'HOSPITALITE

Les Prestataires n'offriront ni cadeaux ni hospitalité aux fonctionnaires du SNU. Les voyages d'agrément pour assister à des événements sportifs ou culturels, des parcs à thème, ou des offres de vacances, de transport ou d'invitations à des dîners ou déjeuners fastueux sont aussi interdits. Le Prestataire convient qu'une violation des dispositions ci-dessus constitue une violation d'un terme essentiel du présent LTA.

33. RESTRICTIONS POST-EMPLOI

33.1 Les NU ont établi, par Bulletin ST/SGB/2006/15, des restrictions sur l'emploi d'un (ancien) fonctionnaire des NU qui a été impliqué dans le processus d'acquisition.

33.2 Pendant une période d'une année suivant la fin du service, il sera interdit aux anciens fonctionnaires du SNU ayant pris part au processus d'acquisition du SNU avant leur départ du service de solliciter ou d'accepter un emploi avec, ou d'accepter de quelconques compensations ou avantages financiers de la part d'un prestataire du SNU ou d'un vendeur de biens et services, où qu'il soit, qui est en affaires avec le SNU ou qui cherche à traiter avec le SNU et avec qui ces fonctionnaires ont été personnellement impliqués dans le processus d'acquisition de biens et services au cours des trois dernières années de service dans le SNU.

33.3 Pendant une période de deux années suivant la fin du service, il sera interdit aux anciens fonctionnaires qui ont pris part au processus d'acquisition de biens et services pour le compte des NU avant leur départ du service de communiquer sciemment ou d'apparaître devant un fonctionnaire ou une cellule quelconques des NU pour le compte d'un tiers pour des questions qui relevaient de leur responsabilité officielle en rapport avec le processus d'acquisition de biens et services au cours de leurs trois dernières années au service des NU.

33.4 Les NU demandent respectueusement à tous les prestataires et vendeurs d'observer ces règles. Tout prestataire ou vendeur qui emploie, recrute ou offre des compensations à des fonctionnaires en violation des dispositions du bulletin pourrait voir son inscription comme vendeur auprès des NU annulée, suspendue ou résiliée, conformément aux procédures et politiques d'acquisition de biens et services.

33.5 Aucune des deux parties ne devra, sans le consentement écrit de l'autre partie, solliciter, offrir du travail, employer ou signer un contrat avec, directement ou indirectement, et en son nom propre, un membre du Personnel de l'autre partie, ou du Personnel de ses affiliées durant la période de participation de l'agent aux services ou au cours des douze (12) mois qui suivent la fin de ces services. Cependant, cette disposition ne s'appliquera pas au Personnel qui répond de façon indépendante à une sollicitation indirecte telle qu'une annonce de vacance de poste, de candidatures par internet, ne ciblant pas un tel Personnel.

34. DISPOSITIONS GENERALES

34.1 Tout préavis, toute demande ou tout consentement requis ou autorisé aux termes du présent LTA sera donné par écrit, et adressé et envoyé par courrier recommandé comme suit :

Au SNU:

La Coordination du Système des Nations Unies au Mali

Niamakoro Bamako PO Box 96, Mali

Attention: Mr Mohamed Abderrahmane Ould Bouasria

Tél: +223 20 20 44 01

E-mail: mouldbouasria@unicef.org

Au Prestataire :

Adresse tel :

Attention

E-mail : le « Prestataire ».

Les préavis seront considérés comme effectifs sept (7) jours après avoir été postés.

34.2 Rien du contenu du LTA ne sera interprété comme établissant une relation de maître à serviteur ou de chef et d'agent entre les Parties.

34.3 Rien dans ou se rapportant au présent du LTA ne sera considéré comme une levée, délibérée ou tacite, des privilèges et immunités des NU.

34.4 Le LTA ne peut être altéré, modifié ou amendé que par un instrument écrit dûment signé par toutes les Parties.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé le présent LTA à la date susmentionnée.

POUR LE PRESTATAIRE

POUR LA COORDINATION DU SNU/
COORDINATEUR HUMANITAIRE ET
COORDINATEUR RÉSIDENTE DES
ACTIVITÉS DU SNU AU MALI

Signature

Signature

Le Contractant

Date:

Alain NOUDEHOU

Coordonnateur Humanitaire et Coordonnateur

Résident des NU au Mali

Date:

Annexe 3 – Profil du Fournisseur

Section 1: Description de l'Entreprise et Renseignements Généraux

1. Nom de l'entreprise:	
2. Adresse physique:	B.P. et adresse courrier:
Code Postal:	Ville:
Pays:	
3. Tél :	Fax:
4. Email:	Site WEB
5. Représentant Légal et Fonction	
6. Société mère (Raison sociale officielle) :	
7. Filiales, Associés et/ou Représentants extérieurs - (joindre la liste en cas de nécessité)	
8. Genre d'affaires (Indiquer un seul) :	
Société anonyme <input type="checkbox"/> SARL <input type="checkbox"/> Société Individuelle <input type="checkbox"/> Autre (précisez) :	
9. Nature de transactions :	
Industriel/Fabr. <input type="checkbox"/> Distributeur off. <input type="checkbox"/> Commerçant <input type="checkbox"/> Entreprise de Consultance <input type="checkbox"/> Autre (précisez) :	
Si vous choisissez l'option « distributeur off. » veuillez fournir une preuve du fabricant qui vous autorise à fournir leur produit à l'UNICEF.	
10. Nombre d'années expérience:	11. Nombre d'employés permanents:
12. Le vendeur a-t-il un règlement intérieur OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	si OUI le joindre
13. Le vendeur a-t-il des représentations régionales OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	si OUI précisez la ville et l'adresse
14. NRC. /Pays d'enregistrement :	15. N° NIF:
16. Documents Techniques disponibles en :	
Anglais <input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Autre (précisez) : <input type="checkbox"/>	
17. Langues de travail :	
Anglais <input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Autre (précisez) : <input type="checkbox"/>	

Section 2: Renseignements Financiers

18. Volume annuel des Chiffres d'Affaires pour les 3 dernières années :

Année ____ USD ____ million

Année ____ USD ____ million

Année ____ USD ____ million

19. Volume annuel des Exportations pour les 3 dernières années : (Si applicable)

Année ____ USD ____ million

Année ____ USD ____ million

Année ____ USD ____ million

20. Banque :

B.P. :

Adresse physique:

RIB :

21. Num. Compte Bancaire :

22. Veuillez produire une copie du Rapport Annuel ou du Rapport Financier pour les 3 dernières années dûment audité.

Section 3: Capacités Techniques et Renseignements sur les Marchandises / Services Offerts

23. Certificat de la qualité (ex. ISO 9000 ou l'Equivalent) (veuillez produire la copie du dernier Certificat) :

24. Bureaux Internationaux/Représentation (Pays où la Société a des bureaux/Représentation) :

25. Pour les marchandises, est-ce que celles livrées pour les approvisionnements sont conformes aux normes Nationales/Internationales ?

OUI

☐

NON

☐

Si OUI, laquelle?

26. Listez ci-dessous jusqu'à dix (10) Marchandises/Services qui forment le noyau des produits offerts

N / S	Description	Norme de qualité Nationale/Internationale à laquelle l'article est conforme
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		

Section 4: Entrepôts / Logistique

27. L'entreprise possède-t-elle un entrepôt ? ☐ OUI ☐ NON

A quelle adresse?

Taille de l'entrepôt (m2)

28. L'entreprise possède-t-elle des stocks ? ☐ OUI ☐ NON

29. Y-a-t-il un inventaire fait régulièrement? ☐ OUI ☐ NON

Section 5: Expérience

30. Contrats récents avec les Nations Unies et/ou autre Organisation d'Assistance:

Organisation	Valeur	Années	Marchandises / Services rendus	Destination
_____	USD _____	_____	_____	_____
_____	USD _____	_____	_____	_____
_____	USD _____	_____	_____	_____
_____	USD _____	_____	_____	_____
_____	USD _____	_____	_____	_____

31. Vers quels pays votre entreprise a-t-elle exporté et/ou géré des projets les 3 dernières années ?

Section 6 : Autres Informations Générales

32. Est-ce que votre Entreprise possède une Déclaration écrite de sa Politique environnementale (Manuel des procédures de gestion)?

OUI ☐

NON ☐

Si OUI, veuillez joindre une copie

33. L'entreprise est-elle impliquée dans le travail des enfants? ☐ OUI ☐ NON

34. L'entreprise est-elle impliquée dans la production de mines anti-personnelle? ☐ OUI ☐ NON

35. Veuillez citer toute transaction que votre entreprise aurait réalisée avec l'UNICEF les 3 dernières années :	
36. Veuillez citer toute Corporation Nationale et/ou Internationale ou Organisation Professionnelle dont votre entreprise est membre.	
37. Le vendeur a lu et accepte les termes et conditions générale de l'UNICEF?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
38. Authentification : <p style="margin-left: 40px;">Je soussigné, reconnais avoir accepté les termes et conditions Générales des Unicef, dont une copie m'a été remise et garantis que les informations contenues dans ce formulaire sont exactes et que tout changement d'un quelconque détail me sera notifié aussitôt que possible :</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 10px;"> <div style="width: 45%;"> <p>Nom:</p> <p>Signature et Cachet</p> </div> <div style="width: 45%;"> <p>Fonction:</p> <p>Date:</p> </div> </div>	

Annexe 4: Clauses et conditions générales des contrats institutionnels des Nations Unies

THE UN SYSTEM GENERAL CONDITIONS OF CONTRACT OF SERVICES

1. LEGAL STATUS OF THE PARTIES:

The United Nations and the Contractor shall also each be referred to as a "Party" hereunder, and:

1.1 Pursuant, *inter alia*, to the Charter of the United Nations and the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, the United Nations, including its subsidiary organs, has full juridical personality and enjoys such privileges and immunities as are necessary for the independent fulfillment of its purposes.

1.2 The Contractor shall have the legal status of an independent contractor *vis-à-vis* the United Nations, and nothing contained in or relating to the Contract shall be construed as establishing or creating between the Parties the relationship of employer and employee or of principal and agent. The officials, representatives, employees, or subcontractors of each of the Parties shall not be considered in any respect as being the employees or agents of the other Party, and each Party shall be solely responsible for all claims arising out of or relating to its engagement of such persons or entities.

2. RESPONSIBILITY FOR EMPLOYEES:

To the extent that the Contract involves the provision of any services to the United Nations by the Contractor's officials, employees, agents, servants, subcontractors and other representatives (collectively, the Contractor's "personnel"), the following provisions shall apply:

2.1 The Contractor shall be responsible for the professional and technical competence of the personnel it assigns to perform work under the Contract and will select reliable and competent individuals who will be able to effectively perform the obligations under the Contract and who, while doing so, will respect the local laws and customs and conform to a high standard of moral and ethical conduct.

2.2 Such Contractor personnel shall be professionally qualified and, if required to work with officials or staff of the United Nations, shall be able to do so effectively. The qualifications of any personnel whom the Contractor may assign or may propose to assign to perform any obligations under the Contract shall be substantially the same, or better, as the qualifications of any personnel originally proposed by the Contractor.

2.3 At the option of and in the sole discretion of the United Nations:

2.3.1 The qualifications of personnel proposed by the Contractor (*e.g.*, a curriculum vitae) may be reviewed by the United Nations prior to such personnel's performing any obligations under the Contract;

2.3.2 Any personnel proposed by the Contractor to perform obligations under the Contract may be interviewed by qualified staff or officials of the United Nations prior to such personnel's performing any obligations under the Contract; and,

2.3.3 In cases in which, pursuant to Article 2.3.1 or 2.3.2, above, the United Nations has reviewed the qualifications of such Contractor's personnel, the United Nations may reasonably refuse to accept any such personnel.

2.4 Requirements specified in the Contract regarding the number or qualifications of the Contractor's personnel may change during the course of performance of the Contract. Any such change shall be made only following written notice of such proposed change and upon written agreement between the Parties regarding such change, subject to the following:

2.4.1 The United Nations may, at any time, request, in writing, the withdrawal or replacement of any of the Contractor's personnel, and such request shall not be unreasonably refused by the Contractor.

2.4.2 Any of the Contractor's personnel assigned to perform obligations under the Contract shall not be withdrawn or replaced without the prior written consent of the United Nations, which shall not be unreasonably withheld.

2.4.3 The withdrawal or replacement of the Contractor's personnel shall be carried out as quickly as possible and in a manner that will not adversely affect the performance of obligations under the Contract.

2.4.4 All expenses related to the withdrawal or replacement of the Contractor's personnel shall, in all cases, be borne exclusively by the Contractor.

2.4.5 Any request by the United Nations for the withdrawal or replacement of the Contractor's personnel shall not be considered to be a termination, in whole or in part, of the Contract, and the United Nations shall not bear any liability in respect of such withdrawn or replaced personnel.

2.4.6 If a request for the withdrawal or replacement of the Contractor's personnel is *not* based upon a default by or failure on the part of the Contractor to perform its obligations in accordance with the Contract, the misconduct of the personnel, or the inability of such personnel to reasonably work together with United Nations officials and staff, then the Contractor shall not be liable by reason of any such request for the withdrawal or replacement of the Contractor's personnel for any delay in the performance by the Contractor of its obligations under the Contract that is substantially the result of such personnel's being withdrawn or replaced.

2.5 Nothing in Articles 2.2, 2.3 and 2.4, above, shall be construed to create any obligations on the part of the United Nations with respect to the Contractor's personnel assigned to perform work under the Contract, and such personnel shall remain the sole responsibility of the Contractor.

2.6 The Contractor shall be responsible for requiring that all personnel assigned by it to perform any obligations under the Contract and who may have access to any premises or other property of the United Nations shall:

2.6.1 Undergo or comply with security screening requirements made known to the Contractor by the United Nations, including but not limited to, a review of any criminal history;

2.6.2 When within United Nations premises or on United Nations property, display such identification as may be approved and furnished by the United Nations security officials, and that upon the withdrawal or replacement of any such personnel or upon termination or completion of the Contract, such personnel shall immediately return any such identification to the United Nations for cancellation.

2.7 Within one working day after learning that any of Contractor's personnel who have access to any United Nations premises have been charged by law enforcement authorities with an offense other than a minor traffic offense, the Contractor shall provide written notice to inform the United Nations about the particulars of the

charges then known and shall continue to inform the United Nations concerning all substantial developments regarding the disposition of such charges.

2.8 All operations of the Contractor, including without limitation, storage of equipment, materials, supplies and parts, within United Nations premises or on United Nations property shall be confined to areas authorized or approved by the United Nations. The Contractor's personnel shall not enter or pass through and shall not store or dispose of any of its equipment or materials in any areas within United Nations premises or on United Nations property without appropriate authorization from the United Nations.

3. ASSIGNMENT:

3.1 Except as provided in Article 3.2, below, the Contractor may not assign, transfer, pledge or make any other disposition of the Contract, of any part of the Contract, or of any of the rights, claims or obligations under the Contract except with the prior written authorization of the UN. Any such unauthorized assignment, transfer, pledge or other disposition, or any attempt to do so, shall not be binding on the United Nations. Except as permitted with respect to any approved subcontractors, the Contractor shall not delegate any of its obligations under this Contract, except with the prior written consent of the UN. Any such unauthorized delegation, or attempt to do so, shall not be binding on the United Nations.

3.2 The Contractor may assign or otherwise transfer the Contract to the surviving entity resulting from a reorganization of the Contractor's operations, *provided that*:

3.2.1 Such reorganization is not the result of any bankruptcy, receivership or other similar proceedings; *and*,

3.2.2 Such reorganization arises from a sale, merger, or acquisition of all or substantially all of the Contractor's assets or ownership interests; *and*,

3.2.3 The Contractor promptly notifies the United Nations about such assignment or transfer at the earliest opportunity; *and*,

3.2.4 The assignee or transferee agrees in writing to be bound by all of the terms and conditions of the Contract, and such writing is promptly provided to the United Nations following the assignment or transfer.

4. SUBCONTRACTING:

In the event that the Contractor requires the services of subcontractors to perform any obligations under the Contract, the Contractor shall obtain the prior written approval of the United Nations. The United Nations shall be entitled, in its sole discretion, to review the qualifications of any subcontractors and to reject any proposed subcontractor that the United Nations reasonably considers is not qualified to perform obligations under the Contract. The United Nations shall have the right to require any subcontractor's removal from United Nations premises without having to give any justification therefor. Any such rejection or request for removal shall not, in and of itself, entitle the Contractor to claim any delays in the performance, or to assert any excuses for the non-performance, of any of its obligations under the Contract, and the Contractor shall be solely responsible for all services and obligations performed by its subcontractors. The terms of any subcontract shall be subject to, and shall be construed in a manner that is fully in accordance with, all of the terms and conditions of the Contract.

5. INDEMNIFICATION:

5.1 The Contractor shall indemnify, defend, and hold and save harmless, the United Nations, and its officials, agents and employees, from and against all suits, proceedings, claims, demands, losses and liability of any kind or nature brought by any third party against the United Nations, including, but not limited to, all litigation costs and expenses, attorney's fees, settlement payments and damages, based on, arising from, or relating to:

5.1.1 Allegations or claims that the possession of or use by the United Nations of any patented device, any copyrighted material, or any other goods, property or services provided or licensed to the United Nations under the terms of the Contract, in whole or in part, separately or in a combination contemplated by the Contractor's published specifications therefor, or otherwise specifically approved by the Contractor, constitutes an infringement of any patent, copyright, trademark, or other intellectual property right of any third party; or,

5.1.2 any acts or omissions of the Contractor, or of any subcontractor or anyone directly or indirectly employed by them in the performance of the Contract, which give rise to legal liability to anyone not a party to the Contract, including, without limitation, claims and liability in the nature of a claim for workers' compensation.

5.2 The indemnity set forth in Article 5.1.1, above, shall not apply to:

5.2.1 A claim of infringement resulting from the Contractor's compliance with specific written instructions by the United Nations directing a change in the specifications for the goods, property, materials, equipment or supplies to be or used, or directing a manner of performance of the Contract or requiring the use of specifications not normally used by the Contractor; or

5.2.2 A claim of infringement resulting from additions to or changes in any goods, property, materials equipment, supplies or any components thereof furnished under the Contract if the United Nations or another party acting under the direction of the United Nations made such changes.

5.3 In addition to the indemnity obligations set forth in this Article 5, the Contractor shall be obligated, at its sole expense, to defend the United Nations and its officials, agents and employees, pursuant to this Article 5, regardless of whether the suits, proceedings, claims and demands in question actually give rise to or otherwise result in any loss or liability.

5.4 The United Nations shall advise the Contractor about any such suits, proceedings, claims, demands, losses or liability within a reasonable period of time after having received actual notice thereof. The Contractor shall have sole control of the defense of any such suit, proceeding, claim or demand and of all negotiations in connection with the settlement or compromise thereof, except with respect to the assertion or defense of the privileges and immunities of the United Nations or any matter relating thereto, for which only the United Nations itself is authorized to assert and maintain. The United Nations shall have the right, at its own expense, to be represented in any such suit, proceeding, claim or demand by independent counsel of its own choosing.

5.5 In the event the use by the United Nations of any goods, property or services provided or licensed to the United Nations by the Contractor, in whole or in part, in any suit or proceeding, is for any reason enjoined, temporarily or permanently, or is found to infringe any patent, copyright, trademark or other intellectual property right, or in the event of a settlement, is enjoined, limited or otherwise interfered with, then the Contractor, at its sole cost and expense, shall, promptly, either:

5.5.1 Procure for the United Nations the unrestricted right to continue using such goods or services provided to the United Nations;

5.5.2 replace or modify the goods or services provided to the United Nations, or part thereof, with the equivalent or better goods or services, or part thereof, that is non-infringing; *or*,

5.5.3 refund to the United Nations the full price paid by the United Nations for the right to have or use such goods, property or services, or part thereof.

6. INSURANCE AND LIABILITY:

6.1 The Contractor shall pay the United Nations promptly for all loss, destruction, or damage to the property of the United Nations caused by the Contractor's personnel or by any of its subcontractors or anyone else directly or indirectly employed by the Contractor or any of its subcontractors in the performance of the Contract.

6.2 Unless otherwise provided in the Contract, prior to commencement of performance of any other obligations under the Contract, and subject to any limits set forth in the Contract, the Contractor shall take out and shall maintain for the entire term of the Contract, for any extension thereof, and for a period following any termination of the Contract reasonably adequate to deal with losses:

6.2.1 insurance against all risks in respect of its property and any equipment used for the performance of the Contract;

6.2.2 workers' compensation insurance, or its equivalent, or employer's liability insurance, or its equivalent, with respect to the Contractor's personnel sufficient to cover all claims for injury, death and disability, or any other benefits required to be paid by law, in connection with the performance of the Contract;

6.2.3 liability insurance in an adequate amount to cover all claims, including, but not limited to, claims for death and bodily injury, products and completed operations liability, loss of or damage to property, and personal and advertising injury, arising from or in connection with the Contractor's performance under the Contract, including, but not limited to, liability arising out of or in connection with the acts or omissions of the Contractor, its personnel, agents, or invitees, or the use, during the performance of the Contract, of any vehicles, boats, airplanes or other transportation vehicles and equipment, whether or not owned by the Contractor; *and*,

6.2.4 Such other insurance as may be agreed upon in writing between the United Nations and the Contractor.

6.3 The Contractor's liability policies shall also cover subcontractors and all defense costs and shall contain a standard "cross liability" clause.

6.4 The Contractor acknowledges and agrees that the United Nations accepts no responsibility for providing life, health, accident, travel or any other insurance coverage which may be necessary or desirable in respect of any personnel performing services for the Contractor in connection with the Contract.

6.5 Except for the workers' compensation insurance or any self-insurance program maintained by the Contractor and approved by the United Nations, in its sole discretion, for purposes of fulfilling the Contractor's requirements for providing insurance under the Contract, the insurance policies required under the Contract shall:

6.5.1 name the United Nations as an additional insured under the liability policies, including, if required, as a separate endorsement under the policy;

6.5.2 include a waiver of subrogation of the Contractor's insurance carrier's rights against the United Nations;

6.5.3 provide that the United Nations shall receive written notice from the Contractor's insurance carrier not less than thirty (30) days prior to any cancellation or material change of coverage; *and*,

6.5.4 Include a provision for response on a primary and non-contributing basis with respect to any other insurance that may be available to the United Nations.

6.6 The Contractor shall be responsible to fund all amounts within any policy deductible or retention.

6.7 Except for any self-insurance program maintained by the Contractor and approved by the United Nations for

purposes of fulfilling the Contractor's requirements for maintaining insurance under the Contract, the Contractor shall maintain the insurance taken out under the Contract with reputable insurers that are in good financial standing and that are acceptable to the United Nations. Prior to the commencement of any obligations under the Contract, the Contractor shall provide the United Nations with evidence, in the form of certificate of insurance or such other form as the United Nations may reasonably require, that demonstrates that the Contractor has taken out insurance in accordance with the requirements of the Contract. The United Nations reserves the right, upon written notice to the Contractor, to obtain copies of any insurance policies or insurance program descriptions required to be maintained by the Contractor under the Contract. Notwithstanding the provisions of Article 6.5.3, above, the Contractor shall promptly notify the United Nations concerning any cancellation or material change of insurance coverage required under the Contract.

6.8 The Contractor acknowledges and agrees that neither the requirement for taking out and maintaining insurance

as set forth in the Contract nor the amount of any such insurance, including, but not limited to, any deductible or

retention relating thereto, shall in any way be construed as limiting the Contractor's liability arising under or relating to the Contract.

7. ENCUMBRANCES AND LIENS:

The Contractor shall not cause or permit any lien, attachment or other encumbrance by any person to be placed on file or to remain on file in any public office or on file with the United Nations against any monies due to the Contractor or that may become due for any work done or against any goods supplied or materials furnished under the Contract, or by reason of any other claim or demand against the Contractor or the United Nations.

8. EQUIPMENT FURNISHED BY THE UNITED NATIONS TO THE CONTRACTOR: Title to any equipment and supplies that may be furnished by the United Nations to the Contractor for the performance of any obligations under the Contract shall rest with the United Nations, and any such equipment shall be returned to the United Nations at the conclusion of the Contract or when no longer needed by the Contractor. Such equipment, when returned to the United Nations, shall be in the same condition as when delivered to the Contractor, subject to normal wear and tear, and the Contractor shall be liable to compensate the United Nations for the actual costs of any loss of, damage to, or degradation of the equipment that is beyond normal wear and tear.

9. COPYRIGHT, PATENTS AND OTHER PROPRIETARY RIGHTS:

9.1 Except as is otherwise expressly provided in writing in the Contract, the United Nations shall be entitled to all

intellectual property and other proprietary rights including, but not limited to, patents, copyrights, and trademarks, with regard to products, processes, inventions, ideas, know-how, or documents and other materials which the Contractor has developed for the United Nations under the Contract and which bear a direct relation to or are produced or prepared or collected in consequence of, or during the course of, the performance of the Contract. The Contractor acknowledges and agrees that such products, documents and other materials constitute works made for hire for the United Nations.

9.2 To the extent that any such intellectual property or other proprietary rights consist of any intellectual property

or other proprietary rights of the Contractor: (i) that pre-existed the performance by the Contractor of its obligations under the Contract, or (ii) that the Contractor may develop or acquire, or may have developed or acquired, independently of the performance of its obligations under the Contract, the United Nations does not and shall not claim any ownership interest thereto, and the Contractor grants to the United Nations a perpetual license to use such intellectual property or other proprietary right solely for the purposes of and in accordance with the requirements of the Contract.

9.3 At the request of the United Nations, the Contractor shall take all necessary steps, execute all necessary documents and generally assist in securing such proprietary rights and transferring or licensing them to the United Nations in compliance with the requirements of the applicable law and of the Contract.

9.4 Subject to the foregoing provisions, all maps, drawings, photographs, mosaics, plans, reports, estimates, recommendations, documents, and all other data compiled by or received by the Contractor under the Contract shall be the property of the United Nations, shall be made available for use or inspection by the United Nations at reasonable times and in reasonable places, shall be treated as confidential, and shall be delivered only to United Nations authorized officials on completion of work under the Contract.

10. PUBLICITY, AND USE OF THE NAME, EMBLEM OR OFFICIAL SEAL OF THE UNITED NATIONS:

The Contractor shall not advertise or otherwise make public for purposes of commercial advantage or goodwill that it has a contractual relationship with the United Nations, nor shall the Contractor, in any manner whatsoever use the name, emblem or official seal of the United Nations, or any abbreviation of the name of the United Nations in connection with its business or otherwise without the written permission the United Nations.

11. CONFIDENTIAL NATURE OF DOCUMENTS AND INFORMATION:

Information and data that is considered proprietary by either Party or that is delivered or disclosed by one Party ("Discloser") to the other Party ("Recipient") during the course of performance of the Contract, and that is designated as confidential ("Information"), shall be held in confidence by that Party and shall be handled as follows:

11.1 The Recipient shall:

11.1.1 use the same care and discretion to avoid disclosure, publication or dissemination of the Discloser's Information as it uses with its own similar Information that it does not wish to disclose, publish or disseminate; and,

11.1.2 use the Discloser's Information solely for the purpose for which it was disclosed.

11.2 Provided that the Recipient has a written agreement with the following persons or entities requiring them to treat the Information confidential in accordance with the Contract and this Article 11, the Recipient may disclose Information to:

11.2.1 any other party with the Discloser's prior written consent; *and*,

11.2.2 the Recipient's employees, officials, representatives and agents who have a need to know such Information for purposes of performing obligations under the Contract, and employees officials, representatives and agents of any legal entity that it controls, controls it, or with which it is under common control, who have a need to know such Information for purposes of performing obligations under the Contract, *provided that*, for these purposes a controlled legal entity means:

11.2.2.1 A corporate entity in which the Party owns or otherwise controls, whether directly or indirectly, over fifty percent (50%) of voting shares thereof; *or*,

11.2.2.2 Any entity over which the Party exercises effective managerial control; *or*,

11.2.2.3 For the United Nations, a principal or subsidiary organ of the United Nations established in accordance with the Charter of the United Nations.

11.3 The Contractor may disclose Information to the extent required by law, *provided that*, subject to and without any waiver of the privileges and immunities of the United Nations, the Contractor will give the United Nations sufficient prior notice of a request for the disclosure of Information in order to allow the United Nations to have a reasonable opportunity to take protective measures or such other action as may be appropriate before any such disclosure is made.

11.4 The United Nations may disclose Information to the extent as required pursuant to the Charter of the United Nations, or pursuant to resolutions or regulations of the General Assembly or rules promulgated thereunder.

11.5 The Recipient shall not be precluded from disclosing Information that is obtained by the Recipient from a third party without restriction, is disclosed by the Discloser to a third party without any obligation of confidentiality, is previously known by the Recipient, or at any time is developed by the Recipient completely independently of any disclosures hereunder.

11.6 These obligations and restrictions of confidentiality shall be effective during the term of the Contract, including any extension thereof, and, unless otherwise provided in the Contract, shall remain effective following any termination of the Contract.

12. FORCE MAJEURE; OTHER CHANGES IN CONDITIONS:

12.1 In the event of and as soon as possible after the occurrence of any cause constituting *force majeure*, the affected Party shall give notice and full particulars in writing to the other Party, of such occurrence or cause if the affected Party is thereby rendered unable, wholly or in part, to perform its obligations and meet its responsibilities under the Contract. The affected Party shall also notify the other Party of any other changes in condition or the occurrence of any event which interferes or threatens to interfere with its performance of the Contract. Not more than fifteen (15) days following the provision of such notice of *force majeure* or other changes in condition or occurrence, the affected Party shall also submit a statement to the other Party of

estimated expenditures that will likely be incurred for the duration of the change in condition or the event *offorce majeure*. On receipt of the notice or notices required hereunder, the Party not affected by the occurrence of a cause constituting *force majeure* shall take such action as it reasonably considers to be appropriate or necessary in the circumstances, including the granting to the affected Party of a reasonable extension of time

in which to perform any obligations under the Contract.

12.2 If the Contractor is rendered unable, wholly or in part, by reason of *force majeure* to perform its obligations and meet its responsibilities under the Contract, the United Nations shall have the right to suspend or terminate the Contract on the same terms and conditions as are provided for in Article 13, "Termination," except that the period of notice shall be seven (7) days instead of thirty (30) days. In any case, the United Nations shall be entitled to consider the Contractor permanently unable to perform its obligations under the Contract in case the Contractor is unable to perform its obligations, wholly or in part, by reason of *force majeure* for any period in excess of ninety (90) days.

12.3 *Force majeure* as used herein means any unforeseeable and irresistible act of nature, any act of war (whether declared or not), invasion, revolution, insurrection, terrorism, or any other acts of a similar nature or force, *provided that* such acts arise from causes beyond the control and without the fault or negligence of the Contractor. The Contractor acknowledges and agrees that, with respect to any obligations under the Contract that the Contractor must perform in areas in which the United Nations is engaged in, preparing to engage in, or disengaging from any peacekeeping, humanitarian or similar operations, any delays or failure to perform such obligations arising from or relating to harsh conditions within such areas, or to any incidents of civil unrest occurring in such areas, shall not, in and of itself, constitute *force majeure* under the Contract.

13. TERMINATION:

13.1 Either Party may terminate the Contract for cause, in whole or in part, upon thirty (30) days' notice, in writing, to the other Party. The initiation of conciliation or arbitral proceedings in accordance with Article 16 "Settlement of Disputes," below, shall not be deemed to be a "cause" for or otherwise to be in itself a termination of the Contract.

13.2 The United Nations may terminate the Contract at any time by providing written notice to the Contractor in any case in which the mandate of the United Nations applicable to the performance of the Contract or the funding of the United Nations applicable to the Contract is curtailed or terminated, whether in whole or in part. In addition, unless otherwise provided by the Contract, upon sixty (60) day's advance written notice to the Contractor, the United Nations may terminate the Contract without having to provide any justification therefor.

13.3 In the event of any termination of the Contract, upon receipt of notice of termination that has been issued by the United Nations, the Contractor shall, except as may be directed by the United Nations in the notice of termination or otherwise in writing:

13.3.1 take immediate steps to bring the performance of any obligations under the Contract to a close in a prompt and orderly manner, and in doing so, reduce expenses to a minimum;

13.3.2 refrain from undertaking any further or additional commitments under the Contract as of and following the date of receipt of such notice;

13.3.3 place no further subcontracts or orders for materials, services, or facilities, except as the United Nations and the Contractor agree in writing are necessary to complete any portion of the Contract that is not terminated;

13.3.4 terminate all subcontracts or orders to the extent they relate to the portion of the Contract terminated;

13.3.5 transfer title and deliver to the United Nations the fabricated or unfabricated parts, work in process, completed work, supplies, and other material produced or acquired for the portion of the Contract terminated;

13.3.6 deliver all completed or partially completed plans, drawings, information, and other property that, if the Contract had been completed, would be required to be furnished to the United Nations thereunder;

13.3.7 complete performance of the work not terminated; *and*,

13.3.8 take any other action that may be necessary, or that the United Nations may direct in writing, for the minimization of losses and for the protection and preservation of any property, whether tangible or intangible, related to the Contract that is in the possession of the Contractor and in which the United Nations has or may be reasonably expected to acquire an interest.

13.4 In the event of any termination of the Contract, the United Nations shall be entitled to obtain reasonable written accountings from the Contractor concerning all obligations performed or pending in accordance with the Contract. In addition, the United Nations shall not be liable to pay the Contractor except for those goods delivered and services provided to the United Nations in accordance with the requirements of the Contract, but only if such goods or services were ordered, requested or otherwise provided prior to the Contractor's receipt of notice of termination from the United Nations or prior to the Contractor's tendering of notice of termination to the United Nations.

13.5 The United Nations may, without prejudice to any other right or remedy available to it, terminate the Contract forthwith in the event that:

13.5.1 the Contractor is adjudged bankrupt, or is liquidated, or becomes insolvent, or applies for a moratorium or stay on any payment or repayment obligations, or applies to be declared insolvent;

13.5.2 the Contractor is granted a moratorium or a stay, or is declared insolvent;

13.5.3 the Contractor makes an assignment for the benefit of one or more of its creditors;

13.5.4 a Receiver is appointed on account of the insolvency of the Contractor;

13.5.5 the Contractor offers a settlement in lieu of bankruptcy or receivership; *or*,

13.5.6 the United Nations reasonably determines that the Contractor has become subject to a materially adverse change in its financial condition that threatens to substantially affect the ability of the Contractor to perform any of its obligations under the Contract.

13.6 Except as prohibited by law, the Contractor shall be bound to compensate the United Nations for all damages

and costs, including, but not limited to, all costs incurred by the United Nations in any legal or non-legal proceedings, as a result of any of the events specified in Article 13.5, above, and resulting from or relating to a termination of the Contract, even if the Contractor is adjudged bankrupt, or is granted a moratorium or stay or

is declared insolvent. The Contractor shall immediately inform the United Nations of the occurrence of any of the events specified in Article 13.5, above, and shall provide the United Nations with any information pertinent thereto.

13.7 The provisions of this Article 13 are without prejudice to any other rights or remedies of the United Nations under the Contract or otherwise.

14. **NON-WAIVER OF RIGHTS:**

The failure by either Party to exercise any rights available to it, whether under the Contract or otherwise, shall not be deemed for any purposes to constitute a waiver by the other Party of any such right or any remedy associated therewith, and shall not relieve the Parties of any of their obligations under the Contract.

15. **NON-EXCLUSIVITY:**

Unless otherwise specified in the Contract, the United Nations shall have no obligation to purchase any minimum quantities of goods or services from the Contractor, and the United Nations shall have no limitation on its right to obtain goods or services of the same kind, quality and quantity described in the Contract, from any other source at any time.

16. **SETTLEMENT OF DISPUTES:**

16.1 AMICABLE SETTLEMENT: The Parties shall use their best efforts to amicably settle any dispute, controversy, or claim arising out of the Contract or the breach, termination, or invalidity thereof. Where the Parties wish to seek such an amicable settlement through conciliation, the conciliation shall take place in accordance with the Conciliation Rules then obtaining of the United Nations Commission on International Trade Law ("UNCITRAL"), or according to such other procedure as may be agreed between the Parties in writing.

16.2 ARBITRATION: Any dispute, controversy, or claim between the Parties arising out of the Contract or the breach, termination, or invalidity thereof, unless settled amicably under Article 16.1, above, within sixty (60) days after receipt by one Party of the other Party's written request for such amicable settlement, shall be referred by either Party to arbitration in accordance with the UNCITRAL Arbitration Rules then obtaining. The decisions of the arbitral tribunal shall be based on general principles of international commercial law. The arbitral tribunal shall be empowered to order the return or destruction of goods or any property, whether tangible or intangible, or of any confidential information provided under the Contract, order the termination of the Contract, or order that any other protective measures be taken with respect to the goods, services or any other property, whether tangible or intangible, or of any confidential information provided under the Contract, as appropriate, all in accordance with the authority of the arbitral tribunal pursuant to Article 26 ("Interim measures") and Article 34 ("Form and effect of the award") of the UNCITRAL Arbitration Rules. The arbitral tribunal shall have no authority to award punitive damages. In addition, unless otherwise expressly provided in the Contract, the arbitral tribunal shall have no authority to award interest in excess of the London Inter-Bank Offered Rate ("LIBOR") then prevailing, and any such interest shall be simple interest only. The Parties shall be bound by any arbitration award rendered as a result of such arbitration as the final adjudication of any such dispute, controversy, or claim.

17. **PRIVILEGES AND IMMUNITIES:**

Nothing in or relating to the Contract shall be deemed a waiver, express or implied, of any of the privileges and immunities of the United Nations, including its subsidiary organs.

18. TAX EXEMPTION:

18.1 Article II, Section 7, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations provides, *inter alia*, that the United Nations, including its subsidiary organs, is exempt from all direct taxes, except charges for public utility services, and is exempt from customs restrictions, duties, and charges of a similar nature in respect of articles imported or exported for its official use. In the event any governmental authority refuses to recognize the exemptions of the United Nations from such taxes, restrictions, duties, or charges, the Contractor shall immediately consult with the United Nations to determine a mutually acceptable procedure.

18.2 The Contractor authorizes the United Nations to deduct from the Contractor's invoices any amount representing such taxes, duties or charges, unless the Contractor has consulted with the United Nations before the payment thereof and the United Nations has, in each instance, specifically authorized the Contractor to pay such taxes, duties, or charges under written protest. In that event, the Contractor shall provide the United Nations with written evidence that payment of such taxes, duties or charges has been made and appropriately authorized, and the United Nations shall reimburse the Contractor for any such taxes, duties, or charges so authorized by the United Nations and paid by the Contractor under written protest.

19. MODIFICATIONS:

19.1 Pursuant to the Financial Regulations and Rules of the United Nations, only the Chief of the United Nations Procurement Division, or such other Contracting authority as the United Nations has made known to the Contractor in writing, possesses the authority to agree on behalf of the United Nations to any modification of or change in the Contract, to a waiver of any of its provisions or to any additional contractual relationship of any kind with the Contractor. Accordingly, no modification or change in the Contract shall be valid and enforceable against the United Nations unless provided by a valid written amendment to the Contract signed by the Contractor and the Chief of the United Nations Procurement Division or such other contracting authority.

19.2 If the Contract shall be extended for additional periods in accordance with the terms and conditions of the Contract, the terms and conditions applicable to any such extended term of the Contract shall be the same terms and conditions as set forth in the Contract, unless the Parties shall have agreed otherwise pursuant to a valid amendment concluded in accordance with Article 19.1, above.

19.3 The terms or conditions of any supplemental undertakings, licenses, or other forms of agreement concerning

any goods or services provided under the Contract shall not be valid and enforceable against the United Nations nor in any way shall constitute an agreement by the United Nations thereto unless any such undertakings, licenses or other forms are the subject of a valid amendment concluded in accordance with Article 19.1, above.

20. AUDITS AND INVESTIGATIONS:

20.1 Each invoice paid by the United Nations shall be subject to a post-payment audit by auditors, whether internal or external, of the United Nations or by other authorized and qualified agents of the United Nations at any time during the term of the Contract and for a period of three (3) years following the expiration or prior termination of the Contract. The United Nations shall be entitled to a refund from the Contractor for any amounts shown by such audits to have been paid by the United Nations other than in accordance with the terms and conditions of the Contract.

20.2 The United Nations may conduct investigations relating to any aspect of the Contract or the award thereof, the obligations performed under the Contract, and the operations of the Contractor generally relating to

performance of the Contract at any time during the term of the Contract and for a period of three (3) years following the expiration or prior termination of the Contract.

20.3 The Contractor shall provide its full and timely cooperation with any such inspections, post-payment audits or investigations. Such cooperation shall include, but shall not be limited to, the Contractor's obligation to make available its personnel and any relevant documentation for such purposes at reasonable times and on reasonable conditions and to grant to the United Nations access to the Contractor's premises at reasonable times and on reasonable conditions in connection with such access to the Contractor's personnel and relevant documentation. The Contractor shall require its agents, including, but not limited to, the Contractor's attorneys, accountants or other advisers, to reasonably cooperate with any inspections, post-payment audits or investigations carried out by the United Nations hereunder.

21. LIMITATION ON ACTIONS:

21.1 Except with respect to any indemnification obligations in Article 5, above, or as are otherwise set forth in the Contract, any arbitral proceedings in accordance with Article 16.2, above, arising out of the Contract must be commenced within three years after the cause of action has accrued.

21.2 The Parties further acknowledge and agree that, for these purposes, a cause of action shall accrue when the breach actually occurs, or, in the case of latent defects, when the injured Party knew or should have known all of the essential elements of the cause of action, or in the case of a breach of warranty, when tender of delivery is made, except that, if a warranty extends to future performance of the goods or any process or system and the discovery of the breach consequently must await the time when such goods or other process or system is ready to perform in accordance with the requirements of the Contract, the cause of action accrues when such time of future performance actually begins.

22. ESSENTIAL TERMS:

The Contractor acknowledges and agrees that each of the provisions in Articles 23 to 28 hereof constitutes an essential term of the Contract and that any breach of any of these provisions shall entitle the United Nations to terminate the Contract or any other contract with the United Nations immediately upon notice to the Contractor, without any liability for termination charges or any other liability of any kind.

23. SOURCE OF INSTRUCTIONS:

The Contractor shall neither seek nor accept instructions from any authority external to the United Nations in connection with the performance of its obligations under the Contract. Should any authority external to the United Nations seek to impose any instructions concerning or restrictions on the Contractor's performance under the Contract, the Contractor shall promptly notify the United Nations and provide all reasonable assistance required by the United Nations. The Contractor shall not take any action in respect of the performance of its obligations under the Contract that may adversely affect the interests of the United Nations, and the Contractor shall perform its obligations under the Contract with the fullest regard to the interests of the United Nations.

24. OFFICIALS NOT TO BENEFIT:

The Contractor warrants that it has not and shall not offer to any representative, official, employee, or other agent of the United Nations any direct or indirect benefit arising from or related to the performance of the

Contract or of any other contract with the United Nations or the award thereof or for any other purpose intended to gain an advantage for the Contractor.

25. OBSERVANCE OF THE LAW:

The Contractor shall comply with all laws, ordinances, rules, and regulations bearing upon the performance of its obligations under the Contract. In addition, the Contractor shall maintain compliance with all obligations relating to its registration as a qualified vendor of goods or services to the United Nations, as such obligations are set forth in the United Nations vendor registration procedures.

26. CHILD LABOR:

The Contractor represents and warrants that neither it, its parent entities (if any), nor any of the Contractor's subsidiary or affiliated entities (if any) is engaged in any practice inconsistent with the rights set forth in the Convention on the Rights of the Child, including Article 32 thereof, which, *inter alia*, requires that a child shall be protected from performing any work that is likely to be hazardous or to interfere with the child's education, or to be harmful to the child's health or physical, mental, spiritual, moral, or social development.

27. MINES:

The Contractor represents and warrants that neither it, its parent entities (if any), nor any of the Contractor's subsidiaries or affiliated entities (if any) is engaged in the sale or manufacture of anti-personnel mines or components utilized in the manufacture of anti-personnel mines.

28. SEXUAL EXPLOITATION:

28.1 The Contractor shall take all appropriate measures to prevent sexual exploitation or abuse of anyone by its

employees or any other persons engaged and controlled by the Contractor to perform any services under the Contract. For these purposes, sexual activity with any person less than eighteen years of age, regardless of any laws relating to consent, shall constitute the sexual exploitation and abuse of such person. In addition, the Contractor shall refrain from, and shall take all reasonable and appropriate measures to prohibit its employees or other persons engaged and controlled by it from exchanging any money, goods, services, or other things of value, for sexual favors or activities, or from engaging any sexual activities that are exploitive or degrading to any person.

28.2 The United Nations shall not apply the foregoing standard relating to age in any case in which the Contractor's personnel or any other person who may be engaged by the Contractor to perform any services under the Contract is married to the person less than the age of eighteen years with whom sexual activity has occurred

and in which such marriage is recognized as valid under the laws of the country of citizenship of such Contractor's personnel or such other person who may be engaged by the Contractor to perform any services under the Contract.

Merci de signer et de cacheter avec la mention "lu et approuve"

Nom du Représentant de l'Entreprise

Date

Nom de l'Entreprise

Cachet de l'Entreprise

Annexe 5 A : FICHE DE DECLARATION DE CHIFFRE D'AFFAIRE MOYEN

Chiffre d'affaires annuel moyen

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date: _____

DDP -MLI- 2021- 9168716

Données sur le chiffre d'affaires annuel de vente de billet		
Année	Devise	Montant
2018	_____	_____
2019	_____	_____
2020	_____	_____
Chiffre d'affaires moyen	_____	_____

ANNEXE 5 B : FICHE DE DECLARATION DE LA CAPACITE DE FINANCEMENT

Situation de Trésorerie

Indiquer les sources de financement (liquidités, actifs réels non grevés, lignes de crédit) et autres moyens financiers nécessaires pour les besoins de trésorerie

Eléments	2018	2019	2020
Banque			
Caisse			
Divers emprunt			

